la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 475 — Nouvelle série — N° 174 **SEPTEMBRE 1962 — PRIX : 1,50 NF**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . 8 NF (800 fr.)
Un an . . . . 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois . . . . 10 NF (1.000 fr.)
Un an . . . . 18 NF (1.800 fr.)
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 475 - Septembre 1962

ENTRE NOUS...

Ce numéro de rentrée bénéficie d'un chapitre du livre que Pierre Monatte voulait consacrer à Fernand Pelloutier et qu'il n'a malheureusement pas terminé. Nous espérons encore que l'on retrouvera dans les archives personnelles du fondateur de la « R.P. », les notes qui lui auraient servi pour rédiger les autres chapitres de son livre. D'abord parce que nous n'avons pas épuisé l'héritage de Monatte. Ensuite parce qu'à travers Monatte, notre revue retrouve l'héritage de Pelloutier dont l'œuvre demeure le patrimoine toujours vivant et efficace de la classe ouvrière, du fondateur de la Fédération des Bourses du Travail, de celui qui a laissé au syndicalisme révolutionnaire, son organisation et sa morale.

Malheureusement, ce numéro reste mal équilibré. Nos deux chroniques principales demeurent presque vides. C'est que « l'itinérant » qui tenait tous les fils de nos relations internationales a installé son poste d'écoute en Amérique Latine, et que malgré la bonne volonté et l'activité de ses remplaçants, il faut quelque temps pour retrouver le rythme des relations. C'est que Raymond Guilloré, qui représente ici l'Union des Syndicalistes, n'a pu rédiger son habituelle chronique. La malignité d'un accident imprévisible prive provisoirement l'un des plus clairvoyants de nos militants de l'usage de son œil. Nous sommes certains de sa guérison et nous espérons qu'elle sera aussi rapide que possible.

Notre « cuisinier » lui-même, malgré sa jeunesse invincible, a été malheureusement, pour des raisons purement physiques, obligé de ralentir ses démarches.

Alors il a fallu sortir ce numéro avec les moyens de bord et combler les trous avec une partie du marbre et des papiers rédigés au dernier moment.

Certes, il y a encore là une documentation valable et les grands problèmes actuels ne sont pas négligés. Mais nous n'avons pas eu la possibilité de sortir le numéro tel que nous l'avions conçu.

Cependant, cette rentrée doit être marquée par un redoublement d'activité de nos lecteurs et amis.

Deux besognes urgentes :

D'abord le recrutement des abonnés qui doit de plus en plus être organisé systématiquement par industrie et département.

Ensuite la formation d'un réseau de rédacteurs et de correspondants capables de renouveler la matière de nos numéros, de préparer la relève des anciens du Noyau, de ranimer le syndicalisme qui sur le plan national et international peut seul fournir à la classe ouvrière mondiale le moyen de conquérir et de consolider la liberté et le bien-être.

Notes d'Economie et de Politique

LA REVOLUTION ALGERIENNE SUIT SON COURS

La révolution algérienne suit son cours, son cours normal. Le cours habituel des révolutions.

Le but premier de toute révolution est de renverser un régime, le régime existant. Pour y parvenir, tous les adversaires de ce régime, quelles que soient leurs idées par ailleurs, se coalisent et, après une lutte plus ou moins longue, parviennent à leurs fins.

C'est là la première phase de la révolution, sa phase négative.

Dès que cette phase s'achève, débute une seconde, la phase positive, celle durant laquelle il va falloir construire, édifier le nouveau régime qui remplacera le déchu. C'est alors qu'aussitôt la coalition se disloque. Le seul ciment qui unissait jusque là les révolutionnaires, la volonté de renverser l'ancien régime, ayant disparu, leur front commun s'effondre; tout ce qui distinguait et séparait les divers éléments qui constituaient la coalition apparaît au jour ; chacun envisage l'avenir sous des aspects différents. Aussi, est-ce non seulement la fin du front commun mais une guerre au couteau entre les anciens frères devenus ennemis, chacun entendant faire prévaloir par la force ses propres vues.

Bien qu'elles aient eu lieu en trois pays très différents et que près d'un siècle et demi sépare chacune de la suivante, les trois grandes révolutions qui ont secoué l'Europe depuis la fin du moyen-âge, la révolution anglaise du XVIIe siècle, la révolution française de la fin du XVIIIe siècle, et la révolution russe du XXe siècle, ont connu ce même processus.

Tous les adversaires du papisme et de l'absolutisme royal s'étaient ligués contre le roi Charles Ier, mais lorsque après trois années de guerre, celui-ci eut été définitivement vaincu à la bataille de Naseby, toute la coalition éclata : Anglais contre Ecossais, Puritains contre Presbytériens, Armée contre Parlement, Impérialistes contre Démocrates — et la lutte ne dura pas moins de sept ans.

De même, cette coalition formée elle aussi contre l'absolutisme du pouvoir royal, que constituait la députation du Tiers aux Etats-Généraux viendra à bout assez facilement et assez rapidement de la monarchie absolue, mais, dès le jour de la promulgation d'une constitution, et même quelque peu avant (1), elle se disloquera, et ce sera alors, durant huit années, entre les différentes fractions révolutionnaires : Feuillants, Girondins, Hébertistes, Jacobins, Thermidoriens, etc., une guerre terrible où la guillotine notamment jouera le rôle que l'on sait.

De même, enfin, le czarisme russe était renversé en mars 1917 par une coalition extrêmement large allant des monarchistes constitutionnels (Cadets) aux anarchistes en passant (sans compter les séparatistes ukrainiens) par toute une série de socialistes : républicains socialistes, mencheviks, bolcheviks, socialistes-révolutionnaires — mais, au lendemain même de l'abdication de Nicolas II, la lutte éclate entre tous ces éléments qui n'avaient de commun que leur opposition au czarisme, et prend à différentes reprises la forme d'un conflit armé.

A cette seconde phase de la révolution, et dans les trois pays, succéda une troisième phase que tout le monde connaît, mais dont il n'est point encore l'heure de parler.

Ce qui se passe présentement en Algérie (j'écris ces lignes le 3 septembre) est donc dans la pure tradition européenne.

Cela témoigne une fois de plus que le mouvement de libération algérien est quelque chose de profond, de bien vivant, avec toutes les contradictions que comporte la vie, et non pas quelque chose d'artificiel, d'extérieur, de surimposé, comme c'est généralement le cas lors de ces « unités » chères aux Philistins de la politique.

Le plus mauvais présage pour l'avenir de l'Algérie eût été que son nouveau régime naisse dans le calme et l'unanimité, comme ce fut le cas en Tunisie et au Maroc — et le meilleur serait que le présent état d' « anarchie », comme dirait M. Joseph Prudhomme, dure suffisamment pour que du heurt des antagonismes surgisse une « synthèse », c'est-à-dire la création d'une société vraiment nouvelle.

En tous cas, par la diversité des conceptions et le bouillonnement des passions qui s'affrontent, l'Algérie fait aujourd'hui la preuve qu'elle appartient largement à l'Occident. Sa révolution n'est pas du type oriental, ce n'est pas de ces révolutions où l'on ne pend l'ancien maître que pour en installer immédiatement un autre à sa place; elle est du type occidental, elle fait partie de cette catégorie de révolutions durant lesquelles des groupes sociaux différents s'affrontent longuement avant que le « sens de l'histoire » ne finisse par désigner le vainqueur.

AU LIEU DE BIFTECKS LE POT-AU-FEU !

Si habitué que l'on soit au cynisme de nos dirigeants, on tombe tout de même des nues en apprenant ce qu'ils vont faire avec l' « indice du coût de la vie ».

Certes, cet indice a déjà été passablement manipulé, notamment par le socialiste (*sic*) Ramadier (2), mais jamais on n'avait osé ce que

---

(1) Je dis « quelque peu avant » car le départ des Feuillants de la Société des Amis de la Constitution est du 16 juillet 91, alors que la promulgation de la Constitution n'est que du 3 septembre, mais dès juillet cette promulgation était aussi certaine que l'indépendance algérienne l'était le jour où Ben Bella donna le signal de la dislocation du Front commun algérien par son départ de Tunis.

(2) Voici un échantillon de ces manipulations : dans le coût de la vie sont compris les impôts payés par les locataires pour l'enlèvement des ordures ménagères, l'écoulement à l'égout, etc. Ramadier fit supprimer provisoirement ces impôts à Paris; comme l'indice du coût de la vie est celui du coût de la vie *à Paris*, cette suppression d'impôts entraîna une diminution du coût de la vie et de son indice, mais comme cet indice est valable pour

le fondé de pouvoir de M. de Rothschild s'apprête à faire : lui enlever toute signification comme indice du niveau des prix, en faire simplement un barème enregistrant les réductions du niveau de vie !

En effet, les crétins crapulards des services de la « statistique » ont fait cette prodigieuse découverte que lorsqu'on n'a pas de quoi se payer du bifteck, on s'achète un morceau de jarret ou quelque chose de moins cher encore. Dès lors, c'est bien simple : quand le prix du bœuf augmentera, on décrétera qu'avec le salaire qu'il touche le manœuvre léger ne peut plus s'acheter du bifteck, et l'on remplacera donc dans l'indice du coût de la vie le prix du bifteck par celui du jarret, si bien que malgré la hausse (prix du bifteck et prix du jarret) l'indice du coût de la vie ne montera pas puisqu'on y aura remplacé (en tout ou en partie) le prix du kilog de bifteck par celui du kilog de jarret !

Bien entendu, il en sera de même pour tout (3). Les loyers augmenteront. Vite, on déclarera qu'avec cette hausse notre travailleur type ne pourra plus occuper le même logement qu'auparavant; il lui faudra s'installer dans un autre plus petit, dont le prix sera moindre, et ainsi le coût de son loyer ne sera pas plus élevé !

C'est insensé ! Mais c'est ainsi !

L'indice du coût de la vie avait été institué afin de permettre au travailleur de conserver le même niveau de vie grâce à des augmentations de salaires proportionnelles à l'accroissement des prix ; désormais, cet indice va tout juste enregistrer de quelle manière le travailleur pourra abaisser son niveau de vie avec des prix qui augmentent, alors que son salaire n'augmente pas.

Grâce à cette prodigieuse escobarderie, le gouvernement a désormais la possibilité de fixer l'indice, et par suite les augmentations de salaires correspondantes, exactement au niveau qu'il lui plaît : il n'a pour cela qu'à fixer dans la proportion voulue la quantité de bifteck dont le prix sera remplacé dans le calcul de l'indice par celui du pot au feu !

Tout comme en U.R.S.S., les statistiques françaises ne sont plus que le paravent destiné à recouvrir l'arbitraire du pouvoir.

Très utile paravent, d'ailleurs ! Car, n'est-ce pas, les statistiques, c'est bien de la « science » ? Or, chapeau bas devant la science ! Ce n'est tout de même pas vous, simples « primaires », qui allez mettre en doute ce que la science a établi ! La Science a proclamé que, vu la hausse des prix, il vous fallait manger du pot au feu au lieu de bifteck. Témoignez de votre respect envers la Science et ses prêtres en mangeant du pot au feu !

Je le répète, si blasé que quelqu'un serait sur la turpitude des politiciens, des banquiers et des généraux, il resterait confondu devant une telle impudence ! Car, enfin, le gouvernement aurait pu faire son mauvais coup en silence; qui est-ce qui se préoccupe de vérifier comment l'indice du coût de la vie est établi ? Si on avait changé son mode d'établissement sans le dire, personne ne s'en serait aperçu. Mais non ! ces messieurs du gouvernement et de la statistique sont tellement sûrs de l'état d'abêtissement dans lequel, grâce à leurs services d'information dirigée, de radio dirigée, de télévision dirigée, de presse dirigée, ils son parvenus à plonger l'opinion publique, qu'ils se paient l'élégance de claironner leur infamie : tous les journaux ont dû publier leurs communiqués sur la nouvelle manière, plus « scientifique », de calculer l'indice du coût de la vie.

Si, au moins, cette leçon pouvait servir à tous les « scientistes » qui peuplent les « bureaux » de la classe ouvrière, à tous ceux qui prétendent enfermer la lutte de classes dans le cadre des statistiques et des « lois économiques », à ceux qui veulent se montrer aussi « savants » que les porte-parole de l'autre côté de la barricade, en maniant des serviettes aussi bourrées et en discutant, avec autant de componction, de chiffres et de « conjonctures » !

Et si cela les ramenait à une saine compréhension des choses, à comprendre qu'il n'est pas d'autre vérité que celle-ci : le travailleur est exploité puisqu'il ne touche qu'une part de ce qu'il produit ; en conséquence, il lui faut, à la fois pour son bien-être et pour la justice, lutter afin d'accroître cette part chaque fois qu'il en a l'occasion, c'est-à-dire chaque fois qu'il a des chances de vaincre.

...Et cela sans se soucier des indices et autres fariboles !

---

toute la France, les travailleurs des villes de province subirent les conséquences de cette diminution de l'indice, bien qu'ils continuassent, eux, à payer ordures ménagères, écoulement à l'égout, etc. ! !

(3) Pour l'instant, les fabricants de faux indices ont décidé de limiter leurs substitutions aux cas de la viande, du poisson et du fromage. Mais nous ne perdons rien pour attendre. Il n'y a aucune raison pour qu'ils s'arrêtent en si bon chemin !

LE « CUMUL » OU LA CONCENTRATION CAPITALISTE DANS L'AGRICULTURE

Aux temps lointains où il existait encore une pensée socialiste, où celle-ci n'avait pas été stérilisée par le réformisme politicien ou détruite par le religionnisme bolchevick, c'est-à-dire aux environs de 1900, un sujet fréquent de discussion, soit entre socialistes, soit entre socialistes et bourgeois, était la question de savoir si la concentration capitaliste, dont l'existence n'était guère niable dans l'industrie, se manifestait aussi dans l'agriculture.

On s'opposait statistiques à statistiques et critiques de statistiques à critiques de statistiques. Pouvait-on déclarer, par exemple, qu'il n'y avait pas concentration dans certaines régions où le nombre de petites propriétés augmentait, alors que cette augmentation provenait surtout de la constitution de nombreux jardins ouvriers dans la banlieue des grandes villes ? En fait, qu'en était-il ?

Eh bien ! Il n'y avait pas, à cette époque, de concentration *capitaliste* dans l'agriculture, pour la bonne raison qu'il n'y avait pas alors de capitalisme, ou à peu près pas, dans l'agriculture européenne.

Certes, il existait de gros propriétaires fonciers, mais ces propriétaires n'étaient pas à proprement parler des capitalistes, leur mode de tenure de la propriété relevant beaucoup plus de la propriété féodale que de la propriété capitaliste. Ils se contentaient, en effet, soit de louer, soit de donner en métayage les terres qu'ils possédaient, au lieu de les exploiter eux-mêmes ou de les faire exploiter avec leurs propres capitaux sous leur propre direction.

Le capitaliste, le vrai capitaliste, n'est pas qu'un propriétaire ; c'est aussi un « entrepreneur » qui assure le fonctionnement d'une entre-

prise par son cerveau et par ses capitaux. Or, comme ce type d'homme n'existait pas, ou à peu près pas, dans l'agriculture du début de ce siècle, il va de soi que les règles qui s'appliquent au capitalisme ne pouvaient s'appliquer alors à l'agriculture. De fait, donc, qu'on ne notait point dans l'agriculture de concentration notable ne prouvait pas que le capitalisme ne tendait pas à s'y concentrer ; ce qu'il prouvait c'était, au contraire, que là où il n'y a pas de capitalisme, il n'y a pas de concentration.

Mais il semble bien qu'aujourd'hui il n'en est plus de même, il semble que du fait des progrès de l'agronomie est apparue une véritable propriété capitaliste agricole, avec le propriétaire lui-même entrepreneur. Et cela a pour conséquence qu'une certaine concentration de la propriété, de la propriété agricole *capitaliste*, commence à se manifester.

Qu'il y ait actuellement tendance à une concentration de la propriété agricole est prouvé, mieux que par toute autre chose, par le fait qu'on a éprouvé le besoin de mettre des obstacles légaux à la concentration. On sait qu'en effet il est impossible depuis déjà quelques années d'acheter une propriété agricole si cet achat doit porter la superficie de l'ensemble des propriétés de l'acheteur au-dessus d'un certain nombre d'hectares qui est fixé souverainement par une commission départementale. Cette disposition, pourtant déjà passablement draconnienne, va être encore renforcée par l'application de la nouvelle loi Pisani.

Or, si ces dispositions légales, prises à la demande des paysans, visent, sans discrimination, toutes les concentrations de propriétés, quelle que soit la nature de la propriété, il ressort, par contre, des déclarations faites par les dirigeants des récentes manifestations paysannes que, dans leur esprit, elle ne doivent être appliquées que contre la propriété *capitaliste*.

Ces dirigeants ont, en effet, dit et répété que cela leur importait peu que l'on possède autant de terre que l'on voulait, mais à la condition que le propriétaire les *donne en fermage ou en métayage*. C'est-à-dire à condition que soient maintenues les anciennes formes de tenure, de tenure *non capitaliste;* les paysans n'ont aucune objection à faire à l'extension ou à la concentration de la propriété à la condition qu'il s'agisse de propriété féodale.

La raison de l'hostilité du monde paysan à la propriété capitaliste, on la découvre facilement lorsqu'on rapproche les manifestations qui ont eu lieu contre le « cumul », de celles qui se sont produites, simultanément et dans les mêmes régions, contre des entreprises modernes d'abattage de poulets et de porcs, et aussi contre tout propriétaire terrien, même petit, qui, au lieu d'être un paysan d'origine est un « Monsieur, venu de la ville ».

Le paysan veut rester *paysan;* il n'entend pas qu'on bouscule ses habitudes; il a accepté la mécanisation (à la condition qu'on lui fournisse l'argent nécessaire à l'achat des tracteurs) parce que cela tout de même simplifiait singulièrement son travail et réduisait sa peine, mais... qu'on ne lui en demande pas davantage ! Qu'on n'exige pas de lui qu' « il se casse la tête » avec de nouvelles méthodes de culture ou d'exploitation — qu'il se mette à la recherche de capitaux, de débouchés ou de connaissances agronomiques !

Dans toutes ces choses, ces Messieurs de la ville sont experts, mais lui, pas. Or, si ces Messieurs de la ville importent de nouvelles façons de travailler, avec leurs ingénieurs agronomes et leurs capitaux, il se rend bien compte qu'il lui faudra en faire autant, ce qu'il ne désire pas, ou disparaître, ce qu'il désire encore moins.

En un mot, les récentes manifestations paysannes contre le « cumul » ne sont que l'expression des sentiments de conservatisme qui gisent au fond du cœur de presque chacun de nous, et particulièrement au fond du cœur de ceux dont le mode de production n'a pas depuis longtemps été bouleversé comme c'est le cas des travailleurs de la terre.

C'est pourquoi, aussi, il est très normal que ces manifestations aient eu lieu surtout dans la région où la paysannerie s'est toujours montrée la plus conservatrice : dans l'ouest de la France; elles montrent qu'il ne suffit pas de se qualifier de «jeune» paysan ou d'adhérer au M.R.P., parti de « gauche » comme l'on sait, pour cesser d'être simplement un vieux réactionnaire.

DES DIFFICULTES DE L'ACCUMULATION EN SOCIETE COLLECTIVISTE

Dans une étude publiée par la « R.P. » en 1935, lors des débuts de l'agitation qui devait conduire au mouvement de 36, étude qui était intitulée « Esquisse de l'organisation d'une société prolétarienne », on avait notamment insisté sur les difficultés que rencontrerait l' « accumulation du capital » dans une société organisée selon le mode « collectiviste », au sens originel du mot, c'est-à-dire une société dans laquelle chaque collectivité ouvrière gérerait librement son entreprise.

La raison de ces difficultés est manifeste.

Dans une société capitaliste, l'accumulation se fait d'elle-même et à un taux record (c'est la seule justification du capitalisme) pour la simple raison que voici : plus l'entreprise que possède un capitaliste sera importante, plus elle aura d'ouvriers, et plus elle fournira de plus-value, donc de bénéfices, à son propriétaire. Par conséquent, celui-ci a intérêt à réinvestir dans son affaire le plus possible de ses profits, puisqu'ainsi il deviendra de plus en plus riche.

Cet intérêt personnel qu'ont les maîtres de la production à l'accumulation du capital, est le grand secret des progrès matériels, souvent spectaculaires, réalisés par les sociétés capitalistes.

Mais, dans une société socialiste, une société où une entreprise n'est plus la propriété d'un homme qui la dirige comme il lui plaît, mais où elle est gérée par l'ensemble des ouvriers qui y travaillent, il n'en est plus de même. Ceux-ci n'ont pas intérêt à ce que leur entreprise s'accroisse. Que leur entreprise devienne plus importante, qu'elle occupe davantage d'ouvriers, et, certes, alors les bénéfices seront plus élevés, mais comme ces bénéfices seront à répartir entre un plus grand nombre de travailleurs, le bénéfice de chacun, toutes choses égales d'ailleurs, n'en sera pas augmenté.

Donc, pas besoin d'agrandir la boîte ! Conservons-la telle qu'elle est !

Telle est déjà, de fait, la politique de presque toutes les coopératives de production existant au sein des sociétés capitalistes; dans cette « coopération généralisée » qu'est une société socialiste, selon l'expression de Marx, il n'y a pas de raison pour qu'il en soit autrement.

Or, si du point de vue des intérêts particuliers de chaque entreprise, de chaque collectivité ouvrière, cette politique est parfaitement justifiée, elle ne l'est plus du point de vue de la société en général, car celle-ci ne peut progresser dans son ensemble que si la production progresse et s'améliore, ce qui ne peut se réaliser

qu'à l'aide de nouveaux investissements qui eux-mêmes ne peuvent être effectués que si l'on soustrait à la consommation une part des biens produits afin de les transformer en capital. Les transformer en capital c'est-à-dire construire grâce à eux de nouvelles machines, édifier de nouveaux bâtiments, se livrer à de nouvelles recherches qui accroîtront les moyens de production ou permettront d'en tirer un meilleur parti.

Dès lors, comment résoudre cette contradiction : dans une société socialiste, personne n'a intérêt, un intérêt direct, à investir; bien au contraire, tout investissement se traduira pour chacun par une réduction de ses possibilités de consommation, et cependant il est de l'intérêt de la société en général d'investir, de diminuer la consommation d'aujourd'hui, afin d'accroître les possibilités de consommation de demain ?

Pour la solution de cette contradiction, l'expérience yougoslave présente un intérêt considérable puisque la Yougoslavie est jusqu'ici le seul pays (si on ne tient pas compte de l'expérience — trop courte — de l'Aragon en 36-37), qui a organisé son économie selon le mode collectiviste.

On sait, en effet, qu'en Yougoslavie toutes les entreprises, tant industrielles qu'agricoles, sont des entreprises autonomes, indépendantes les unes des autres. Tout comme une entreprise capitaliste, chacune d'elles travaille comme elle l'entend, vend comme elle l'entend, aux prix qu'elle entend, et répartit les bénéfices entre ses membres comme elle l'entend.

Or, comment, dans ces conditions, assurer l'accumulation ? Comment prélever sur les bénéfices réalisés par chaque entreprise les sommes qui sont nécessaires pour accroître les moyens de production ?

C'est ici que l'Etat intervient, qu'il lui faut nécessairement intervenir.

Pour ce faire, l'Etat et la Commune prélèvent obligatoirement une proportion déterminée des bénéfices de chaque entreprise; une partie en est affectée au fonctionnement des services généraux de la société (c'est l'équivalent de nos impôts), et, le reste aux « investissements » que nécessite l'édification des nouvelles entreprises.

En gros, l'ensemble de ces prélèvements monte actuellement à 50 % des bénéfices (soit à peu près le montant des impôts actuellement prélevés par l'Etat français sur les bénéfices des sociétés).

C'est donc seulement les 50 % restant qui sont à la disposition de la collectivité des travailleurs de l'entreprise. Celle-ci en distribue une part, la part qu'elle veut, entre ses membres; une autre part sert à ce que les Yougoslaves appellent la « consommation commune », c'est-à-dire qu'on l'emploie à la construction de maisons, l'installation de restaurants, de maisons de repos, etc., destinés exclusivement aux travailleurs de l'entreprise, et, enfin, une troisième part, dont l'importance est fixée, elle aussi, par les travailleurs de l'entreprise, va à un fonds spécial destiné à l'agrandissement et à la modernisation de l'entreprise.

Ainsi donc, les investissement nécessaires au progrès de l'économie se trouvent, en Yougoslavie, assurés de deux manières différentes : d'une part, les investissements nécessaires à la *création de nouvelles entreprises* sont effectués directement par l'Etat au moyen des prélèvements qu'il effectue sur les bénéfices des entreprises déjà existantes — d'autre part, les investissements qui ne sont destinés qu'à l'agrandissement ou à l'amélioration des entreprises *déjà existantes,* sont exclusivement l'affaire de l'entreprise dont il s'agit : c'est son conseil ouvrier qui en décide.

Or, ainsi qu'il fallait s'y attendre, il semble que les conseils ouvriers ont une fâcheuse inclination à réduire au minimum la partie des bénéfices qui est affectée à l'extension de l'entreprise, de façon à pouvoir porter au maximum celle qui est distribuée aux membres de l'entreprise. C'est pourquoi, si j'ai bien compris un article paru dans le dernier numéro des *Nouvelles yougoslaves* (4), l'Etat yougoslave vient de décider qu'une fraction déterminée et fixée par lui des bénéfices de chaque entreprise devra obligatoirement être affectée par elle au fonds de développement de l'entreprise.

C'est là évidemment une restriction nouvelle à la liberté des collectivités privées, une ingérence de l'Etat dans leur fonctionnement, mais comment faire autrement ?

La société n'est pas qu'une somme d'intérêts particuliers; elle a des intérêts généraux qui ne se résolvent point en intérêts particuliers. La société représente les intérêts de l'homme de demain autant, si ce n'est plus, que ceux de l'homme d'aujourd'hui. Il va de soi que ces intérêts ne peuvent être assurés que par un organisme qui dépasse, qui transcende si l'on me permet ce mot, les individus d'aujourd'hui et leurs intérêts immédiats.

Et c'est cela qui pose des limites à l'anarchisme.

IRONIE DE L'HISTOIRE

Depuis tout près d'un siècle, depuis, au moins, ce jour de juillet 70 où la section française de l'Internationale appelait les Parisiens à manifester sur les boulevards contre la déclaration de guerre à la Prusse, jusqu'au jour où il cessa d'y avoir en France un mouvement révolutionnaire, ce furent les internationalistes, les antimilitaristes et autres hors-la-loi qui, seuls ou à peu près, luttèrent pour un rapprochement franco-allemand, en affirmant que loin de se combattre, les deux peuples voisins devaient unir leurs destins. Par ailleurs, et plus récemment, la nécessité d'une Europe unie grâce à l'union de la France et de l'Allemagne servait de paravent à la bourgeoisie française pour camoufler son aplatissement devant Hitler.

Or, aujourd'hui, loin que ce soit un antimilitariste, c'est un général, et, loin d'être un pétainiste, c'est le chef de la résistance qui se fait l'artisan de l'union franco-allemande.

Ironie de l'histoire !

Mais il en est toujours ainsi. Le propre des révolutionnaires est d'être des anticipateurs. Pardelà les préjugés du présent, ils voient les nécessités de l'avenir, et ils les disent. Cependant, comme ces nécessités ne s'imposent pas encore avec assez de force, leurs paroles n'ont point d'écho. Fous ou criminels, c'est ce que chacun pense d'eux. Ce n'est que plus tard, alors même parfois que, las d'avoir clamé dans le désert, ils se sont tus, que, la nécessité se faisant impérative, n'importe qui, fût-ce le plus borné et le plus réactionnaire, fût-ce un général, réalise ce que les « visionnaires » de l'avant-veille avaient prévu.

Regardez, par exemple, ce qu'il en a été pour le colonialisme ! Hier encore, les tribunaux français poursuivaient et condamnaient à la

---

(6) Je dis : « Si j'ai bien compris », car, comme les Russes et je crois bien tous les Slaves, les Yougoslaves adorent présenter en termes compliqués des choses souvent très simples, ce qui en rend souvent très difficile la compréhension.

prison, comme en juillet 39, ceux qui, par exemple, se hasardaient à demander « la Tunisie aux Tunisiens », alors qu'aujourd'hui, c'est le gouvernement, c'est l'Etat, c'est la tourbe de tous les bien-pensants qui s'élèvent contre ceux qui sont encore assez fous pour vouloir encore maintenir une « Algérie française » !

C'est un phénomène tout à fait analogue qui se produit, au moment où j'écris, sur les bords du Rhin : un chef d'Etat français proclame la nécessité d'une union, presque d'une fusion entre les deux peuples de France et d'Allemagne, sans que s'élève pratiquement la moindre protestation de la part de cette foule de revanchards qui, tout récemment, encore, faisait la loi aussi bien de ce côté-ci que de l'autre côté du Rhin.

La « nécessité historique » n'est pas un vain mot, et elle use de n'importe qui pour se réaliser ; les transformations les plus révolutionnaires se trouvent ainsi souvent être le fait d'individus ou de régimes qui sont pourtant d'essence réactionnaire.

Napoléon III a fait l'unité italienne, rêve de Garibaldi ; de Gaulle fait l'union franco-allemande, pour laquelle Jaurès s'est fait tuer.

Robert **LOUZON.**

OISIVETÉ, MON BEAU SOUCI...

VACANCES ET LOISIRS

Il est banal de déplorer avec quelle facilité le commun des mortels se plonge dans les vacances pour ne plus penser aux grands et petits problèmes de la vie politique, économique et sociale. Mais si c'est banal, ce n'est pas pour autant justifié. Il serait plus raisonnable de regretter qu'en toute époque, celle des congés payés comme les autres, il y ait si peu d'amateurs pour la réflexion ou l'action. Je me rappelle toujours avec plaisir ce brave citadin rencontré, en août, dans un hameau haut perché de la Tarentaise : « en vacances, mit dit-il, j'aime vivre sans lire le journal (c'était l'année de Suez !) » et, plus tard, alors que nous bavardions sur la vie parisienne : « Oh, moi, quand j'ai mon travail, j'ai vraiment autre chose à faire que lire le journal. »

Cette démission du citoyen à l'égard de ses tâches n'est pas l'effet des congés payés, comme on le dit encore ; mais n'a-t-elle pas sa source profonde dans la religion du travail où le paternalisme classique voulait enfermer le travailleur ? Et cette religion n'a-t-elle pas trouvé des adeptes inattendus parmi ceux pour l'exploitation de qui elle était faite ? Il n'y a pas que dans les milieux patronaux qu'on parle abstraitement de la dignité du travail ; il y a toujours, et en toute circonstance, une profonde indécence à parler de la dignité du travail des autres.

On admettra que ces remarques n'ont rien de bien original. J'ai pourtant voulu les écrire pour faire mieux ressortir la valeur des deux citations suivantes, fruit justement, l'une comme l'autre, de cette oisiveté des vacances injustement décriée. La première est tirée des **Carnets** de Camus ; celui-ci, en juin 1938, écrivait :

« *On parle beaucoup en ce moment de la dignité du travail, de sa nécessité. M. Gignoux, en particulier, a des opinions très précises sur la question...*

Mais c'est une duperie. Il n'y a de dignité que dans le travail librement accepté. Seule l'oisiveté est une valeur morale parce qu'elle peut servir à juger les hommes. Elle n'est fatale qu'aux médiocres. C'est sa leçon et sa grandeur. Le travail au contraire écrase également les hommes. Il ne fonde pas un jugement. Il met en action une métaphysique de l'humiliation. Les meilleurs ne lui survivent pas sous la forme d'esclavage que la société des bien-pensants actuellement lui donne...

Je propose qu'on renverse la formule classique et qu'on fasse du travail un fruit de l'oisiveté. Il y a une dignité du travail dans les petits tonneaux faits le dimanche. Ici le travail rejoint le jeu et le jeu plié à la technique atteint l'œuvre d'art et la création toute entière... » (page 114-115).

Et voici la seconde citation du très classique La Bruyère :

« *Il ne manque à l'oisiveté du sage qu'un meilleur nom ; et que méditer, parler, lire et être tranquille s'appelât travailler.* »

URBANISME

Depuis que l'humanité a perdu le goût d'habiter les cavernes, — ça date —, on a construit des maisons, des villages, des villes. On en a détruit aussi. Mais toujours un peu au hasard et sans plans raisonnablement prémédités : le centre d'Hiroshima a été rasé, mais était-ce la ville qui avait le plus besoin de cette chirurgie brutale ? Une géographie des villes s'est développée enfin ; une science (ou une technique) nouvelle est née, ou plutôt, progressivement on a pris conscience de ses aspects complexes : l'urbanisme.

Sans doute y avait-il un urbanisme instinctif chez les constructeurs des cathédrales ; et la façon qu'a le village breton ou provençal d'épouser les conditions locales de la vie manifeste une expérience humaine qui est probablement le fruit de très nombreuses corrections à des initiatives plus ou moins heureuses. Aujourd'hui le problème de l'urbanisme a changé de nature du fait de l'importance des populations mises en cause et de la mobilité croissante de celles-ci.

L'exemple en est fourni par la Grande-Bretagne où, depuis la fin de la guerre, on note une nette tendance à l'exode des populations du Nord-Ouest vers le Sud-Est, c'est-à-dire vers Londres et la partie de l'Angleterre comprise entre Londres et la Manche. Or il faut s'attendre, note M.J. Wise (dont le nom est tout un programme — **wise** veut dire sage), professeur à l'Ecole des Sciences Economiques et Politiques de Londres, à un renforcement de cette tendance s'il est donné suite au projet de construction d'un pont sur (ou d'un tunnel sous) la Manche. Dans un article du **New Scientist** (23-8-62), il tente d'estimer les conséquences de cette construction en Grande-Bretagne. Nos camarades du Nord devraient bien nous dire ce qu'ils pensent de la question.

A propos des villes nouvelles qui se créent tant bien que mal, une autre étude de **The Economist** (18-8-62) souligne le caractère souvent désuet du découpage des communes. Au temps de la calèche, le cadre communal pouvait être le mieux adapté. Il y a, le plus souvent, groupement de communes en syndicat intercommunal pour des travaux tels que l'adduction d'eau. Sans aucun doute, il faut aller plus loin ; non centraliser abusivement mais prévoir néanmoins une structure assez large pour qu'un planisme raisonnable trouve moyen de s'exprimer. On doit craindre, dans de telles grandes machines, l'emprise des technocrates ; raison de plus pour que le mouvement syndical, dans la mesure où il se préoccupe d'être demain plus efficace qu'il ne l'est aujourd'hui, se préoccupe de ces problèmes.

D'une très brève visite à Stockholm, je garde le souvenir d'une matinée réconfortante dans une véri-

table ville neuve de la périphérie : une ville pour habiter avec judicieuse répartition des centres commerciaux, des maisons, des arbres et des pelouses, des terrains de jeux où de beaux enfants peuvent s'ébattre autrement qu'en contrevenant à d'épouvantables règlements inventés par des adultes qui n'ont jamais eu huit ans.

EXTREME-ORIENT

The Observer, l'hebdomadaire libéral du 12 août, annonçait sur trois colonnes la nouvelle sensationnelle d'une négociation secrète entre Tchang Kaï-chek et Mao Tsé-tung : selon l'accord qui serait intervenu, la Chine communiste s'engageait à ne pas attaquer Formose, et réciproquement, pendant la vie de Tchang Kaï-chek et même dix ans après la mort de celui-ci ; au bout de ces dix ans, un referendum d'autodétermination serait organisé à Formose.

Si la presse a parfois mentionné cet accord, on a, le plus souvent, émis des doutes sur l'authenticité de l'information. Je n'ai aucune lumière spéciale sur les affaires chinoises mais je me permets cependant d'avoir des doutes, à mon tour, sur les doutes de la grande presse. Au cours de l'histoire il y a eu plusieurs ruptures et par conséquent plusieurs accords entre les Communistes et le Kuomintang. Jamais les accords n'ont été bien profonds et probablement les ruptures n'étaient pas totales (hormis les exécutions respectives des sans-grade). Pourquoi n'en serait-il pas de même aujourd'hui ?

Dans le livre de Tibor Mende, **Des mandarins à Mao** (Ed. du Seuil, 1962), — qui semble souvent bien indulgent pour les Communistes alors qu'il fustige justement les cas de corruption chez leurs adversaires —, je trouve une remarque curieuse. Il note une relation fatidique entre les interventions militaires du Japon en Asie et les grands faits de l'histoire du monde : 1895 et la guerre contre la Chine marque la fin de la dynastie mandchoue, la victoire du Japon sur la Russie annonce la chute des tsars ; les conquêtes japonaises de 1942-43 rendent inévitable la décolonisation. Et entre temps, bien sûr, les bombardements de Pékin en 1937 annoncent la victoire de Mao.

J'admire ces raccourcis historiques ; il y a même des gens qui aiment ça. Il se peut bien qu'il y ait du vrai dans ces perspectives à l'envers, je veux dire fabriquées après coup. C'est de l'histoire faite, non de l'histoire se faisant, celle que nous vivons, vous et moi, avec tout ce qu'il faut « pour jouir, pâtir, comprendre et se tromper », comme disait M. Test.

LECTURES

De quelques livres lus récemment, je ne veux plus citer que les titres, invitant des camarades plus compétents que moi à émettre des jugements les concernant. **La Russie Soviétique et l'Occident ; 40 années d'histoire**, par G.F. Kennan (édit. Calmann-Lévy, 1962) m'a paru instructif mais schématique ; instructif peut-être parce que schématique, présentant en 360 pages une synthèse sur une période qui a motivé des milliers de pages d'études contradictoires. L'absurdité des redditions sans conditions proposées comme buts de guerre y apparaît fort bien.

La Révolution russe, par F.X. Coquin, est un volume de la collection « Que sais-je ? ». Là aussi, c'est en 120 pages, une étude sommaire. Mais dans les sources l'auteur signale en premier lieu l'histoire de Trotsky (il est vrai, en ne citant que l'édition Rieder, non la réédition du Seuil ; mais celle-ci est-elle encore disponible ?).

J'espère trouver le temps de revenir sur un livre très remarquable, **The worker in an affluent society ; family life and industry**, par F. Zweig (Heinemann éditeur, Londres, 1961), titre que je traduis par : le travailleur dans une société prospère ; vie dans la famille et dans l'industrie. En très bref : la télévision modifie-t-elle le problème ouvrier ?

Enfin, j'aimerais aussi discuter la question : ces satellites transmetteurs d'images (Telstar) ou ces deux cosmonautes simultanés, qu'apportent-ils à l'humanité de ceux qui ne sont pas les maîtres ?

Mais ces propos décousus sont déjà bien assez longs. Et pour conclure comme ils ont commencé, je dirai que si l'oisiveté n'est pas mère de tous les vices, elle est cependant responsable de cet article...

Gilbert WALUSINSKI.

L'évolution des problèmes agricoles

Dans le dernier numéro de la « R.P. », faisant part de quelques réflexions sur l'évolution du problème agricole, j'écrivais ceci à propos du projet de loi Pisani :

« Le plus probable c'est que ce projet se dégonflera comme une outre percée après être passé au crible du Conseil des ministres, de la commission de l'Agriculture, du Parlement. » Ainsi en a-t-il été : de rejets en rejets, d'amendements en amendements. A la fin, l'émasculation du projet initial était telle qu'on se demandait si Pisani, son auteur, n'allait pas le retirer.

S'il ne l'a pas fait c'est que, presque totalement battu dans cette première manche, il espère triompher dans la seconde, ayant au moins obtenu qu'on lui laisse les coudées très franches pour ce qui est du décret d'application. Par une rédaction astucieuse de ce texte réglementaire, il espère reconquérir en partie les positions perdues. Alors à quoi bon cogiter sur la loi ? Attendons patiemment que paraisse le décret d'application.

Mais si combatif et si astucieux à la fois que se montre Pisani, il ne peut plus être question de « révolutionner » vraiment nos structures agricoles périmées, mais tout au plus de les modifier sensiblement par d'assez importantes réformes.

Les organisations agricoles, elles aussi, sont dans l'attente du décret d'application. Mais il en est de moins patients. Par exemple ceux qui se sont livré à la spectaculaire mise en demeure menaçante à l'adresse de Jean Gabin.

Psychologiquement, cela ne me parait pas adroit de la part de ceux qui ont monté l'affaire ; mais en soi c'est intéressant pace qu'exemplaire significatif de l'état d'esprit de nombre de paysans.

En Sancerrois, dans ma jeunesse, au début du siècle, l'arrivée dans la région d'un « Gabin » paraissait à tous comme une bonne aubaine. On savait tout l'argent qu'un tel exploitant amateur et désireux d'innover allait laisser dans le pays. En outre, les plus sagaces des propriétaires exploitants et des fermiers se disaient qu'ils sauraient bien glaner quelque bon grain parmi l'ivraie de ces innovations souvent saugrenues, presque jamais rentables.

Les jeunes paysans de 1962 n'ont cure de ces aumônes déguisées et savent d'avance comment ils pourraient moderniser efficacement une exploitation agricole si elle leur était cédée ou donnée à ferme. Pour eux, comme pour les ouvriers d'usine, le temps du paternalisme plus ou moins déguisé est révolu.

M'accusera-t-on de manquer d'objectivité si, en terminant, je fais remarquer ceci : par deux fois, avec la loi agricole de Pisani et le projet de statut pour les objecteurs de conscience, le gouvernement a paru aller de l'avant. Le Parlement l'a freiné dans le premier cas ; arrêté net dans le second.

J. LEFEVRE.

SOCIALISME ET RÉVOLUTION

Il faut que nous naissions de nouveau. C'est ainsi que les chrétiens interprètent la venue du Christ... « nouvel Adam ». Ceux qui n'acceptent pas plus les mystères de la Genèse que ceux de la Rédemption n'attendent rien d'une Révélation divine. Et cependant, l'espoir d'une renaissance anime encore tous ceux qui ont voué leur vie au mouvement ouvrier. Nous avons déjà, sans trop d'hésitations, confronté l'idéal de notre jeunesse aux réalités qui alourdissent notre ciel crépusculaire. Faut-il attendre une illumination miraculeuse ? Faut-il revenir sur des idées qui semblent avoir perdu toute résonance ? Le syndicalisme révolutionnaire apparaissait comme l'aile marchante du socialisme, puis comme l'expression la plus ouvrière du communisme. Faut-il renouveler le socialisme... revenir au communisme de 1920 *? Pouvons-nous encore nous affirmer révolutionnaires ?*

En commentant des ouvrages, des textes récents, nous n'avons pas d'autre intention que d'alimenter la discussion. Pour cela, il faut l'élever au-dessus de l'actualité immédiate, sans perdre contact avec les réalités durables et permanentes... Un livre de Depreux sur le socialisme renouvelé — un essai de Rassinier sur l'équivoque révolutionnaire nous permettent déjà de nous situer en face d'un nouveau rassemblement et des groupes libertaires et révolutionnaires. Il faudrait aussi étudier sérieusement les thèses du communisme le plus orthodoxe représenté par la revue Programme communiste *— chercher ce que signifie exactement* « l'économie distributive » *— sans oublier de suivre les essais nés dans la C.F.T.C. pour « repenser le syndicalisme ».*

Tout cela évidemment dépasse les possibilités matérielles d'un numéro de la R.P. et les possibilités intellectuelles de l'un de ses rédacteurs.

On commence aujourd'hui, sans trop savoir jusqu'où l'on pourra aller...

« RENOUVELLEMENT DU SOCIALISME »

Le livre d'Edouard Depreux date de 1960. Il semble que nous soyons quelque peu « inactuels » en commentant cet essai doctrinal du secrétaire général du Parti Socialiste Unifié. D'autant plus que la préface a été rédigée par Pierre Mendès-France à la veille du congrès d'unification, et qu'aujourd'hui l'ancien Premier radical et ses amis se plaignent des servitudes... de « l'unité ». Depreux cite André Philip qui a quitté un parti... trop peu européen. Dans notre numéro de juin 1962, nous publiions deux lettres de Félix Rivière à la direction du P.S.U. et à sa section locale justifiant sa démission par un désaccord fondamental.

Cependant, c'est en juillet dernier que j'ai reçu le livre de Depreux, avec une dédicace cordiale. Et, outre ma sympathie personnelle pour un homme que son passage au gouvernement n'a certainement pas corrompu, la présence de vieux amis dans les rangs du P.S.U. m'incite à commenter le livre **Renouvellement du Socialisme**, afin de comprendre l'attitude de ceux qui restent au parti, comme de ceux qui le quittent.

SOCIALISME DANS, PAR ET POUR LA LIBERTE

Je ne suis pas qualifié pour juger le programme de politique intérieure présenté par Depreux — pas plus que pour justifier ou critiquer la scission socialiste. L'effort d'adaptation du socialisme de Jaurès, de Guesde, de Léon Blum aux réalités présentes est-il suffisant ? On peut reconnaître qu'il s'oriente selon des idées qui nous sont chères :

La différence précisée entre les nationalisations et les socialisations, avec ce rappel d'une formule de Léon Blum (23-2-1950) : **« le régime juridique de la propriété pouvait être transformé du tout au tout, sans que cette révolution ait pour conséquence l'émancipation effective des travailleurs »** aboutit normalement à ce principe fondamental : **« le socialisme n'est concevable que dans, par et pour la liberté ».**

Nous nous réjouissons encore de l'abandon du « fatalisme »... pseudo-marxiste. Non seulement parce qu'il est rappelé que le socialisme ne s'oppose essentiellement au système capitaliste que par un nouvel humanisme — mais encore parce que l'on pose le fameux dilemme pour la succession du capitalisme : **socialisme ou barbarie...** le choix décisif dépendant de la volonté humaine.

C'est d'ailleurs un leit-motiv qui revient presque à chaque page du livre.

Aux révoltes de la misère, Depreux oppose la transformation sociale conçue grâce à un minimum de bien-être matériel, de loisirs et de sommeil.

Il rejette le dogme de la centralisation étatique ; précise encore que le dirigisme n'est pas essentiellement socialiste ; démontre l'absurdité du « parti unique » ; reprend à son compte le mot d'ordre de Lamennais (attribué à tort à Clemenceau) : **« Gloire aux pays où l'on parle. Honte aux pays où l'on se tait ! »** En passant, il signale le danger représenté par l'appareil des partis, et rend hommage aux efforts du **Rassemblement démocratique pour l'unité syndicale.** Tout ce qu'il dit sur la réforme de l'Enseignement, sur la question laïque, sur la culture **« qui n'est pas l'érudition... c'est tout ce qui, à travers les différentes manifestations de son activité, permet de retrouver l'Homme »**... tout cela convient parfaitement, et appartient bien à ce **« patrimoine commun »** du syndicalisme et du socialisme (1). Et c'est avec quelque émotion que nous retrouvons dans les dernières lignes l'émouvante adjuration d'Antoine de Saint-Exupéry : **« Respect de l'Homme ! Respect de l'Homme ! Là est la pierre de touche ».** Signalons cependant à Depreux que nous avons publié dans la « R.P. », en 1930, une déclaration de Victor Serge, alors emprisonné en Russie, débutant par la même formule. Serge s'opposait ainsi au stalinisme victorieux comme Saint-Exupéry, dix ans plus tard, à l'hitlérisme triomphant.

---

(1) Il est une objection mineure à notre syndicalisme qu'il faudra relever. C'est que les militants formés dans les syndicats ne sont pas plus sûrs que ceux formés dans les partis politiques. Il nous serait facile de prouver que le syndicat n'est dévoyé que par des influences extérieures, tandis que tout parti quel qu'il soit porte en lui des germes de corruption. Mais l'exemple de Robert Lacoste, implicitement formulé par Depreux ne vaut rien. Car si Lacoste eut une carrière syndicale brillante, il ne fut jamais un militant syndicaliste. D'abord parce que la Fédération des fonctionnaires s'accrocha au syndicalisme ouvrier sans s'y intégrer. Ensuite parce qu'au bureau fédéral Lacoste fut peut-être le plus « politique » de tous. Je l'entendais s'affirmer en 1938 partisan de l'Union nationale allant de « Thorez à Reynaud ». Et le renforcement de l'Etat fut toujours une de ses préoccupations essentielles...

L'ANESTHESIE DU PLAN MARSHALL ?

Il faut bien cependant prouver que l'on se radicalise en cédant aux faciles tentations du parti-pris anti-américain. Sans doute le leader du socialisme renouvelé se garde d'une opposition systématique aux Etats-Unis. Mais quelques notations et allusions rapides suffisent sans doute pour satisfaire les logiciens qui ont définitivement localisé l'impérialisme à l'Ouest et le socialisme à l'Est.

C'est ainsi que Depreux qualifie **« d'anesthésiant »** le plan Marshall et **« les dollars versés par les Etats-Unis pendant la guerre d'Indochine »...** Curieuse interprétation qui aboutit à un déplacement des responsabilités dans la survivance du colonialisme français. Il y a là d'ailleurs une accusation implicite contre le gouvernement américain qui appellerait un débat contradictoire.

Mais le plan Marshall ainsi présenté justifierait l'hostilité de l'U.R.S.S. qui empêcha en 1948 l'attribution à toute l'Europe (sans distinction) des crédits américains, qui provoqua en France les grèves Molotov, qui imposa aux satellites d'Europe orientale la rupture avec l'Occident, qui par le coup de force de Prague aboutit à la liquidation de Masaryk et de Benès.

Le plan Marshall ne comportait aucune des servitudes des plans Dawes et Young de l'entre-deux-guerres, il confiait la répartition des crédits (dons simples et produits des ventes de marchandises américaines) à un organisme qui ne pouvait intervenir dans un pays que sur l'initiative du gouvernement.

Faut-il rappeler que cette aide américaine... « capitaliste » a été accordée au gouvernement travailliste, engagé dans une politique de nationalisations, qu'elle n'a nullement gêné en Allemagne fédérale la politique de co-gestion des entreprises ?

Qu'on en soit ou non satisfait, c'est bien au plan Marshall que l'on doit la reconstruction des industries européennes qui peuvent aujourd'hui concurrencer victorieusement les industries américaines. Sans doute, les capitalistes en ont-ils profité beaucoup plus que les ouvriers. Les syndicalistes américains envisageaient même en 1950 et pour cette seule raison de revenir sur leur adhésion au plan Marshall.

Ce furent des syndicalistes français qui les en dissuadèrent. En 1950, comme en 1962, ce n'est pas l'expansion industrielle qu'il faut condamner. C'est l'insuffisance de l'effort ouvrier pour en profiter.

LE MONDE DE LA MISERE EXPLOSIVE

Edouard Depreux insiste aussi sur la situation tragique des peuples sous-développés. Nous avons suffisamment attiré l'attention de nos camarades sur cette misère explosive, et il est normal que nous retrouvions dans les pages du livre l'expression d'émotions qui nous sont communes.

Mais là encore est-il équitable de localiser les responsabilités à Washington ?

Il conviendrait d'abord de respecter une distinction formellement exprimée dans le budget d'aide à l'étranger. Il y a l'assistance militaire et l'assistance économique. On n'a pas le droit de comparer ce qui n'est pas comparable, et d'additionner des millions de dollars sans préciser leur destination. A tort ou à raison **(à tort bien souvent)**, les Etats-Unis arment des alliés plus ou moins sûrs. Mais ils ont aidé, par des dons en nature et des crédits non « rentables », des Etats qui ne s'intègrent pas dans le « bloc occidental », par exemple : la Yougoslavie, l'Inde, même la Pologne. La générosité américaine a permis de limiter les effets catastrophiques du blocus de l'Etat titiste par Staline, de la sécheresse en Yougoslavie, de la famine dans l'Inde. Et le blé canadien a permis à des millions de Chinois de supporter les « miracles » successifs et contradictoires de Mao-Tse-Toung.

La comparaison entre l'aide américaine et l'aide soviétique serait favorable à cette dernière ? Politiquement, sans doute... quant à la vassalisation des gouvernements. Il est significatif que cet effort de « clarification socialiste » ne tienne aucun compte des moyens employés de 1945 à 1953 pour soumettre les économies de l'Est européen à l'impérialisme moscovite — qu'il ne conduise pas à un examen sérieux d'une action soviétique obligeant les pays aidés à dépendre exclusivement du grand protecteur « socialiste », soit que l'on paye en nature les exportations, soit que le fonctionnement des usines soit conditionné par la fourniture de... pièces et même de techniciens soviétiques.

Mais la situation actuelle de Cuba et de la Guinée pourrait éclairer le commentateur. Et vraiment la rupture unilatérale des contrats (chantage abominable ou tentative de réduire par la faim le vassal rebelle) relève-t-elle de la morale socialiste... ou de « la raison du plus fort » telle qu'Hitler l'appliquait ?

N'insistons pas davantage sur une citation de Bevan en 1959... prophétisant que **« les dix prochaines années verront l'U.R.S.S. et ses alliés en état de recueillir à la longue les fruits matériels de la planification économique et de l'appropriation publique. »**

Attendons 1970... car en 1962, l'U.R.S.S. exalte ses cosmonautes, mais élève le prix de la viande, afin d'abaisser la consommation au niveau d'une production insuffisante... et si la Chine populaire exporte ses expériences théoriques, elle doit importer du blé canadien parce que ses expériences pratiques condamnent le peuple chinois à une disette endémique et même à une famine catastrophique.

CONCESSIONS AUX THESES SOVIETIQUES

Il y a pire. Il y a, dans le livre, de redoutables concessions aux thèses khrouchtcheviennes.

D'abord une allusion au danger allemand. Depreux a naturellement raison de dénoncer les prétentions nucléaires de celui qui symbolise par la taille et les vertiges.... « la grandeur française ». Mais pourquoi mettre l'accent sur la contamination par l'exemple, en évoquant exclusivement le péril représenté par les deux Allemagnes pourvues d'armes atomiques ?

On voudrait plus de respect pour l'héritage de Jaurès et des adversaires socialistes du diktat de Versailles. C'est le renier qu'attribuer une sorte de priorité « belliciste » à l'Allemagne dont la responsabilité unilatérale dans la guerre de 1914 n'est plus soutenue par aucun historien sérieux. C'est aussi une monstrueuse erreur que de juger « l'hitlérisme » comme un phénomène spécifiquement allemand. Un socialiste doit s'en tenir aux deux positions fondamentales : **égalité totale des droits pour tous les Etats — autodétermination pour tous les Allemands.** A moins de reprendre le mythe germanophobe, justifiant la politique franco-russe d'Iswolsky, de Poincaré et... d'Oreste Rosenfeld ! une des parures intellectuelles du P.S.U.

Plus grave encore : une curieuse allusion à l'affaire hongroise de 1956 : « **Les professionnels de l'anticommunisme** (à propos des événements de Hongrie) **ne peuvent-ils se reprocher d'avoir suscité des espoirs démesurés qu'ils ont ensuite déçus ?** »

Nous reviendrons sur la genèse de l'affaire hongroise. Evoquons un meeting organisé, à la Mutualité, pour protester contre la répression de la révolte berlinoise du 17 juin 1953. Non à cause de mon intervention personnelle, trop facile pour ne pas être banale ; mais du discours magistral d'Edouard Depreux, rejetant avec un mépris ironique la thèse attribuant aux services américains la responsabilité du soulèvement ouvrier.

J'entends encore Lacoste et ses amis dénoncer des influences russes ou... américaines dans la révolte algérienne. Il n'était pas exclu qu'une guerre généralisée éclatât à propos de l'Algérie ou de la Hongrie.

Seulement ce n'est pas la révolte qu'il faut incriminer. Mais le système... colonial... qu'il soit français ou soviétique. Depreux s'en tiendrait-il au dilemme : la guerre... ou la servitude pour les peuples colonisés ? Entendons-nous bien. Nous ne voulons pas la guerre pour libérer ceux-ci. Mais faut-il leur recommander la soumission sans espoir, afin de garantir notre sécurité... par « un lâche soulagement » ?

LES COMMUNISTES ET LA MAJORITE DE GAUCHE

On comprend bien cependant les inquiétantes pointes de Depreux sur le plan international, lorsqu'on lit son chapitre sur « **l'animation par les socialistes d'une majorité de gauche** » d'où l'on ne peut exclure les communistes à priori.

Il sait bien, par expérience, que l'on ne peut compter sur le soutien communiste qu'à la condition de prendre en considération les impératifs de la politique soviétique. Malheureusement, il néglige cette causalité implicite, en recherchant les possibilités d'accord avec les communistes. « **En France, en Italie, en Finlande, on ne peut constituer des majorités sans les communistes qui obtiennent un nombre important de suffrages, sans se laisser déporter vers le centre, voire vers la droite.** »

Hélas ! ces exemples jouent contre la thèse de Depreux. Dans les trois pays, le parti communiste a fait ouvertement ou indirectement le jeu de la droite, lorsque l'exigeaient les volontés de Moscou.

En Finlande, les communistes s'allient aux agrariens réactionnaires contre les sociaux-démocrates plus résistants à l'impérialisme rouge.

En Italie, les communistes ont voté avec les cléricaux pour le maintien des accords de Latran signés par Mussolini et le Pape. Leur leader, il y a quelques années, subordonnait **explicitement** l'opposition au gouvernement à la politique occidentale de celui-ci — et offrait tout aussi **explicitement** de cesser cette opposition si l'Italie devenait neutraliste (2).

En France, les traditions démocratiques exigeaient plus de subtilité ou d'hypocrisie. Mais faut-il rappeler à Depreux la mésaventure de Mendès-France, d'abord soutenu par le parti post-stalinien lorsqu'il torpilla le projet d'armée européenne, puis lâché et vilipendé lorsqu'il revint de Londres avec une transaction maintenant la solidarité atlantique ?

La confusion entre les électeurs communistes et le Parti explique des illusions plus ou moins sincères et des espoirs vaguement formulés. Tenter d'influencer ceux qui subissent les séductions du Parti, libérer les travailleurs de l'imposture communiste... c'est une besogne nécessaire qui peut s'accomplir par des actions apparemment contradictoires.

Malheureusement, l'expérience infirme les prévisions des tenaces avocats du « Front unique ». Les socialistes et les syndicalistes ont toujours été « plumés » lorsqu'ils se sont associés honnêtement aux communistes. Au contraire, chaque fois que le Parti, par ordre supérieur, s'est raidi dans une opposition systématique et sectaire, électeurs communistes et syndiqués dans les syndicats bolchevisés ont entendu avec une faveur grandissante les appels des socialistes et des syndicats réformistes hier, libres aujourd'hui.

On peut s'entendre avec la direction du Parti pour constituer une majorité électorale et parlementaire, favorable à l'alliance franco-russe et qui durera jusqu'à un nouveau pacte Hitler-Staline.

Ou bien on peut tenter d'arracher les dupes du pseudo-communisme à l'emprise des post-staliniens. Non par une opposition violente au programme des partisans communistes — mais tout simplement par une propagande réellement et purement socialiste, de caractère nettement internationaliste (3).

SOCIALISME OUVRIER ET INTERNATIONALISTE

Ce sont là des sujets de débats. On peut supposer que nos objections et réticences ont droit de cité au sein du P.S.U... et que des positions... circonstancielles peuvent être modifiées ou abandonnées. Le livre de Depreux contient des explications, propositions, anticipations qui, dans la grande majorité des cas, déterminent notre adhésion. Les articles... « reservés », indiqués ci-dessus ne sont certes pas négligeables. Mais ce qui manque, c'est peut-être l'essentiel.

On aurait voulu que le nouveau parti reprît le sous-titre : **Section française de l'Internationale Ouvrière** qui n'est plus aujourd'hui qu'une épitaphe pour caveau de famille.

Le socialisme et le communisme de nos aînés se présentaient comme expressions politiques du mouvement ouvrier. On sait bien que la réalité ne confirmait pas ce caractère de classe. C'était là l'argument fondamental des... « anarcho-syndicalistes ». Que les socialistes abandonnent délibérément ce principe du marxisme le plus authentique, c'est peut-être par une sincérité qu'il faut louer. Cependant on aimerait que le socialisme s'affirmât **essentiellement** — sinon exclusivement — **ouvrier**, c'est-à-dire qu'il apparût intimement lié à un mouvement ouvrier libre.

Cela va sans dire ?... Mais cela va bien mieux en le disant.

On trouve dans le livre de Depreux quelques références aux expériences socialistes menées en Israël, en Scandinavie, en Yougoslavie. Exemples précieux sans doute. Ce qui importe, c'est de développer la capacité de gestion ouvrière et d'abord la **volonté** de gestion ouvrière, donc au sens le plus élevé du mot : **la liberté ouvrière.**

Socialisme ouvrier. Certes, mais aussi et essentiellement internationaliste. Qu'en 1962 les héritiers de Guesde, Jaurès, Vaillant parlent simplement de « **multiplier les liaisons internationales avec les socialistes occidentaux et ceux du tiers-monde** »... sans oublier « **les dialogues avec les pays de l'Est** » (là, il n'est pas question de socialistes... et pour cause !)... voilà qui inciterait à diagnostiquer décadence et dégénérescence... L'Internationale socialiste a perdu aujourd'hui toute efficacité. Des conférences dites socialistes doublent de temps en temps les conférences officielles, chacun cherchant beaucoup plus à convaincre ses compatriotes de la fermeté de son nationalisme que ses collègues étrangers de la solidité de son socialisme.

Raison de plus pour tenter autre chose... une sorte de Cercle Zimmerwald élargi, capable non seulement de débattre des problèmes internationaux,

---

(2) Un journal réactionnaire affirme que Thorez s'oppose à la direction de la C.G.T., parce que Moscou ne veut pas en France d'une agitation sociale gênant de Gaulle qui pense certainement à se rapprocher de l'U.R.S.S. en s'éloignant des U.S.A. Dans le *Monde* du 8-9-62, un curieux article de Léo Hamon... « vieux gaulliste de gauche », confirmerait indirectement cette prévision. « Ces jeux de princes » ne sont pas invraisemblables. Ce qui est impensable c'est qu'ils puissent influencer l'action syndicale et la politique dite socialiste.

(3) Des amis nous objectent que l'on peut facilement aujourd'hui discuter avec des visiteurs soviétiques. D'autres affirment qu'en U.R.S.S. on peut parler librement avec des ouvriers. Qui donc oserait en douter ?... Ainsi sous l'occupation allemande, un soldat isolé pouvait nous confesser son antinazisme. Et un directeur d'entreprise outre-Rhin proclamait que ses ouvriers étaient nazis à 100 % et ajoutait « mezzo voce » que son personnel comprenait 20 % de communistes et 60 % de socialistes. Ce qui compte pour nous, c'est la libre discussion publique et l'efficacité d'un débat ou d'une action individuelle collective libre. Le message fraternel du peuple russe, nous ne l'entendons ni dans les couloirs de l'Intourist, ni dans les clubs académiques...

mais de promouvoir une politique socialiste internationale, naturellement supérieure à toutes les politiques nationales... même socialistes.

Il existe une **Confédération internationale des syndicats libres.** Il existe de multiples mouvements européens, même une **gauche européenne.**

Il existe une communauté européenne.

Il existe aussi de multiples institutions officielles, capitalistes, qui — même si leurs dirigeants ne le savent pas ou ne le veulent pas — réalisent une solidarité de fait entre tous les peuples. Il faudrait s'y adapter même en s'opposant aux privilégiés qui en profitent. Le socialisme « renouvelé » n'en tient pas compte. En 1950, Walter Reuther faisait adopter par le C.I.O. américain un programme précis d'organisation de cette solidarité internationale et de consolidation de la paix. L'aide aux pays sous-développés, placée hors des gouvernements, au-dessus des Etats, y occupait une place essentielle. Si insuffisante qu'elle soit, l'action américaine dans ce domaine a été engagée, à la suite de cette initiative ouvrière. Et tous les projets présentés depuis douze ans s'inspirent des mêmes principes.

Mais pour unir les socialistes et les syndicalistes du monde entier sur une politique commune, il faut d'abord les reconnaître, même lorsqu'ils sont condamnés au silence, à la prison ou à l'exil. C'est-à-dire qu'une Internationale ouvrière socialiste s'oppose, par delà les frontières nationales, à tout ce qui opprime la classe ouvrière, proscrit ou défigure le socialisme.

LA FIN ET LES MOYENS

Depreux et le P.S.U. se gardent bien de telles affirmations proprement révolutionnaires. Et c'est bien ce qui nous déconcerte et nous afflige. Dans toute sa partie positive et particulièrement dans sa conclusion riche d'un généreux humanisme, le livre s'oppose au totalitarisme... brun, tricolore... ou rouge. Mais cette négation essentielle et efficace n'est pas formulée en termes clairs.

On relève les... « erreurs » des dirigeants soviétiques ; on note — oh ! d'une plume bien légère — les contradictions d'un système socialiste qui maintient une haute échelle des salaires et base la rémunération sur le rendement... Mais les désaccords fondamentaux avec les communistes sont ainsi résumés :

1° **les socialistes pensent qu'en particulier dans les pays occidentaux fortement industrialisés et imprégnés de traditions démocratiques, leurs propres méthodes sont les meilleures pour assurer le succès de la révolution sociale ;** 2° **les socialistes ne croient pas que la fin, même la plus noble, justifie l'emploi de n'importe quels moyens, comme si les moyens ne risquaient pas de dénaturer la fin...**

Il s'agirait donc d'un simple choix entre les méthodes pour aboutir à la même fin. Et l'on peut déduire de la précision... « particulière » que dans les pays qui ne sont pas occidentaux, d'autres méthodes sont plus faciles à justifier.

La schlague... nationale-socialiste, c'est bon pour les « Boches », disaient des collaborationnistes intelligents, de 1940 à 1943.

Le knout... « socialiste » ne peut frapper les épaules démocratiques des socialistes occidentaux. Mais c'est peut-être bon pour les Russes, les Bulgares, les Roumains, les Hongrois, les Jaunes d'Asie et les Noirs d'Afrique... sans oublier les Cubains.

On est content de cette condamnation de l'atroce formule « **la fin justifie les moyens** ». On la voudrait plus nette, plus absolue. On voudrait quelque éclaircissements quant à la Révolution sociale conçue par Staline et Khrouchtchev.

Et si les moyens peuvent dénaturer la fin, le régime qui traîne le passif de la sanglante dictature stalinienne, qui aujourd'hui encore se signale, non seulement par les prouesses de ses cosmonautes, mais encore par la perfection de son système policier, peut-il encore apparaître comme une manifestation du socialisme ouvrier ?

Mais est-il besoin de justifier notre intransigeance irréductible ? Il nous suffit de citer la conclusion de Depreux :

« **Respect de l'Homme... C'est bien volontiers que nous acceptons ce critérium proposé par Saint-Exupéry. Il vaut pour les individus, les partis, les régimes, à Alger comme à Budapest, contre les camps de concentration, les tortures, toutes les formes d'exploitation et d'oppression.** »

Pleinement, totalement d'accord. Tellement d'accord que, par respect pour cette belle conclusion, nous ne pouvons accepter tout ce qui dans le programme du socialisme renouvelé, affaiblit la résistance à l'exploitation et à l'oppression, implique quelque préjugé favorable pour les individus, les partis, les régimes, coupables d'un parfait avilissement de l'Homme.

Cependant, ce ne sont là sans doute que jeux de la politique. Cela passera. La mystique demeure. Ce « je ne sais quoi » qui anime de nombreux militants socialistes et qui les opposera spontanément aux moyens et aux hommes dénaturant la fin, qui les obligera aux ruptures nécessaires et aux refus décisifs.

« L'ÉQUIVOQUE RÉVOLUTIONNAIRE »

La forte brochure de Rassinier : « l'Equivoque révolutionnaire », publiée par « Défense de l'Homme » en octobre 1961 s'enfonce beaucoup plus profondément qu'un programme ou manifeste socialiste dans la réalité profonde et permanente sur laquelle nous avons bâti nos organisations et conçu nos espoirs. Le public de Rassinier est aussi le nôtre. Quelles que soient nos divergences actuelles, nous avons été liés, lui et nous, depuis quarante ans, par une sorte de solidarité dans le non-conformisme et une constance minoritaire qui nous a peut-être sauvés de la corruption par le succès ou de la panique des écroulements imprévus.

L'intérêt de cette étude dépasse tout débat sur le socialisme, le communisme, l'anarchisme. Et la conclusion devrait déterminer pour chacun de nous un pathétique examen de conscience. La Révolution que nous avons voulue et préparée ne fut-elle que mirage et aberration ?

ARGUMENTS HISTORIQUES

Nous ne suivrons pas Rassinier dans sa critique de l'idée de Révolution, orientée par des considérations étymologiques et philosophiques. Peut-être parce que cela appellerait de trop longues cogitations ? Aussi parce que nous ne nous y retrouvons pas aussi facilement que lui.

Nous nous sentons mieux à notre aise, lorsque laissant le verbe et les idées, nous discutons l'interprétation des faits et de l'évolution.

Ce sont quelques arguments « historiques » de Rassinier que nous voudrions examiner.

D'abord son opinion sur le XIXe siècle : « **siècle de toutes les décadences intellectuelles et partant des plus effroyables confusions notamment entre la science et la technique** ».

Voilà qui rappelle le mot de Léon Daudet sur « **le stupide XIXe siècle** ». On n'expliquerait mal cette

condamnation d'un temps, honoré par tant de génies authentiques, si l'on n'y décelait un esprit qui ne se meut facilement que dans l'ordre classique, qui préfère au désordre des créations naturellement chaotiques, les démarches de la science pure, les déductions logiques, la vertu des ensembles symétriques et harmonieux.

Alors on simplifie pour expliquer clairement. Ainsi, afin de démontrer la vanité des actions violentes, Rassinier lie les Jacqueries à l'obtention des libertés communales. D'après lui, le Pouvoir royal et l'Eglise se sont appuyés sur la révolte des Jacques, contre les mauvais seigneurs pour vassaliser ceux-ci.

Il s'agit cependant de deux phénomènes nettement distincts. Le processus qui, dès le XI[e] siècle, débuta par la formation d'agglomérations purement urbaines, hors de la vieille cité féodale, qui se prolongea par la renaissance du grand commerce, l'enrichissement des grandes corporations parisiennes, le développement des cités marchandes d'Italie ou de Flandre et de la Hanse teutonique, ne s'explique ni par les Jacqueries paysannes, ni par les conflits entre le roi, les seigneurs féodaux et l'Eglise.

(A suivre.) Roger HAGNAUER.

Parmi nos LETTRES

Lettre d'Alger

Nous avons reçu d'un de nos meilleurs amis d'Algérie une lettre dont voici des extraits :

4 septembre 62.

Votre petit mot (du 27-7 !) m'arrive maintenant seulement. Je reste en vie — ayant comme tant d'autres bien failli rester sur le carreau.

J'ai dû quitter Alger précipitamment, la veille du jour où je devais être liquidé. Et je l'ai su par le plus grand des hasards — car la décision a été prise dans un bistrot dont je connais le personnel qui m'en a avisé.

... Arrive le 1[er] juillet. Une semaine de fêtes où la joie populaire explose partout.

Toute la campagne est parsemée de petits drapeaux verts et blancs étoilés de rouge. C'est comme un immense champ de fleurs. Pas une guitoune qui n'ait la sienne.

Mais pour la conduite du pays, les rivalités commencent à se faire jour.

On attend le futur gouvernement. On ne fait aucune épuration. Les anciens O.A.S. sont encore là. Ceux qui se méfient des « Européens » se méfient de tous et confondent les bons et les mauvais.

Alors qu'on laisse en place les chefs d'administration dont il aurait fallu se débarrasser au plus vite, à la base les syndicats jettent l'exclusive contre ceux des Européens qui ont trempé dans l'idéologie O.A.S. — et ils ont raison ! — mais ceux qui partent ne sont généralement pas les activistes. Ce sont ceux qui ont peur.

Peur des Algériens aujourd'hui, comme ils avaient peur des activistes O.A.S. il y a quatre mois.

Les chefs ou les responsables ont plus de force de caractère et résistent aux pressions.

La vie administrative est très ralentie.

Au dehors, c'est la bagarre généralisée entre les différentes willayas, et les fractions du Bureau politique, et les tendances dans le G.P.R.A. — l'actuel et le précédent — car Abbas, Francis et Boumendjel ne restent pas inactifs.

Dans une dernière R.P., je crois que l'on a fort bien analysé cette bagarre. C'est la djemaa ou le caïd.

Et, hélas ! il semble que le clan du caïd l'emporte ! Mais je crois qu'on aurait tort de juger sur les apparences.

Je n'ai pas assez d'informations pour bien y voir. Mais si la Kabylie reste économiquement très forte et politiquement plus unie — il y a des sources de richesses à exploiter qui ne pourront l'être — au moins provisoirement — que par un caïd. Je songe aux pétroles et aux terres à céréales ou aux vignobles.

Je n'ai pas connaissance que l'U.G.T.A. ait un programme bien défini en matière de réforme agraire.

Il semble que les plus actifs de ses syndicats soient ceux qui touchent à l'Administration — car c'est peut-être là où l'inégalité est la plus choquante. Mais dans le secteur privé, à plusieurs reprises, et même à la radio, on a pu lire ou entendre des appels à la prise de possession des chantiers, usines, entreprises qui se trouvent sans patron. J'ai eu personnellement à encourager des gars à exploiter sous forme coopérative des entreprises (notamment dérivées du bâtiment) dont le patron est en France sans grand espoir de retour.

Et je voudrais qu'on les mette à l'abri de représailles ultérieures par un texte administratif dont on a beaucoup de mal à faire accepter le principe.

J'espère que l'enthousiasme populaire emportera la décision.

Pour le moment, celui-ci est un peu à plat. Les lenteurs apportées aux élections à la Constituante, l'évident manque de démocratie qui préside à ces élections à liste unique, conduisent les manifestant à crier « Barca » ! (Y en a marre !) Mais c'est une position négative qui n'a pas, jusqu'ici, réussi à amener un peu d'ordre dans le brouillard politique du moment.

La pagaille ?

Un de nos lecteurs qui connait bien l'Algérie nous adresse la lettre suivante :

La pagaille en Algérie ?

Je pense qu'il faut tenir compte du manque d'hommes. Les hommes susceptibles de former le cadre d'une nation organisée ont été massacrés... Cela s'arrangera. Les gens qui ont aujourd'hui quinze ans en auront vingt bientôt.

De toutes façons, quelle va être, au moins dans une transition, la réalité de l'Algérie ? On a remarqué que la seule formule qui ait réussi depuis 1830 est celle du « Bureau arabe » : l'administration d'un territoire par un homme muni de tous les pouvoirs, même judiciaires. Ça s'est appelé Bureau arabe, puis Commune mixte, puis S.A.S., ça a toujours été la même chose et par delà 1830 ça rejoint le régime des caïds. Le « willayisme » n'est donc peut-être pas un phénomène éphémère.

Ne pas s'emballer sur la « démocratie berbère ». Il y a en pays berbère une tendance à la démocratie. Il s'en faut que celle-ci ait jamais vraiment triomphé quelque part. Et l'exact contraire de la démocratie a eu souvent grand succès. Quand les Français sont arrivés au Maroc ils ont trouvé l'Atlas aux mains de trois grands caïds, dont le dernier fut le Glaoui et qu'il est inutile de décrire.

Notre « anticommunisme »

De J.P. SAMSON (de Suisse), cette lettre à Hagnauer :

Certes, beaucoup de jeunes, et de moins jeunes aussi inconscients, vont une fois de plus vous reprocher de faire de l'« anticommunisme systématique » et de la vaine (!) récapitulation historique dans le pourtant si admirable article que vous venez de publier sous le titre de « La tomate du néo-chauvinisme Khrouchtchévien ». Où donc ailleurs que dans la revue fondée par Monatte trouver une aussi tranquille et sûre présentation de vérités évidentes auxquelles ne peuvent se refuser que ceux-là — malheureusement il sont légion — qui ont des yeux pour ne pas voir. Et il faut une patience et un courage tout particuliers pour s'astreindre à dire et à redire ainsi ce que tout le monde devrait savoir.

C'est pourquoi — même si ça a l'air un peu bête — je me permets de vous écrire : bravo ! — et de vous remercier.

LE P. P. A. DANS L'INDÉPENDANCE ALGERIENNE

Au lendemain du « cessez-le-feu » accepté par les willayas III et IV et l'installation à Alger du bureau F.L.N., à la veille d'élections « préfabriquées », grâce à l'imposture de la liste unique, il n'est pas mauvais que ceux qui se réjouissent sans réserves de la fin des hostilités et de l'indépendance algérienne, entendent les voix discordantes et d'abord celle du Parti du peuple algérien dominé par notre camarade Messali-Hadj.

Nous avons sous les yeux les communiqués, résolutions et bulletins d'information du P.P.A. publiés depuis Evian.

En juillet 1962, sous le titre « Respect de la personnalité humaine », on signale que l'on continue à assasiner les militants du P.P.A., dont certains avaient déjà été frappés durement pour leur opposition au colonialisme français. On ajoutait qu'en France la presse et les pouvoirs publics dénonçaient les enlèvements et assassinats de Français ; que Monseigneur Duval, archevêque d'Alger, avait protesté au nom de l'Eglise en demandant le respect de la personnalité humaine. Celle-ci ne serait-elle pas aussi respectable lorsqu'elle est algérienne... et messaliste ?

Le P.P.A. s'élevait dès juillet 1962 contre le système du parti unique et demandait la formation d'un gouvernement d'Union nationale, afin d'édifier un Etat algérien démocratique et social.

Voici, en outre, l'essentiel de la résolution du bureau politique réuni le 24 août sous la présidence de Messali-Hadj :

Le bureau politique du P.P.A. propose :

1) l'ajournement des élections pour un temps meilleur;

2) la formation d'un gouvernement provisoire d'union nationale visant principalement à pourvoir la Révolution algérienne d'un programme susceptible de recueillir le plus large assentiment possible aux fins d'éviter la démagogie et la surenchère et de parfaire l'indépendance du pays ;

3) la réforme agraire.

Le P.P.A. rappelle que l'Algérie occupe toujours une des premières places dans la géographie de la faim. C'est dire le besoin de sa mise en valeur qui nécessite en premier lieu l'union et la concorde entre tous ses habitants sans distinction de race ni de religion.

Le bureau politique affirme, en outre, que pour répondre concrètement aux cris angoissés de notre peuple, il faut, pour l'immédiat, exiger la réouverture des usines, et sans délai, la mise en marche de chantiers de travaux publics pour résorber le chômage et la misère.

Toutes ces transformations appellent naturellement le retour à la démocratie, car la Révolution algérienne a été l'œuvre de tout un peuple et ne peut être le monopole d'un parti, d'un homme ou d'un groupement quelconque.

Le dernier bulletin d'information de septembre 1962 porte en éditorial cette affirmation angoissée :

« *Voilà qu'une fois de plus notre valeureux peuple se trouve placé dans un péril qui, cette fois, féconde une colère qui empire chaque jour.* »

D'après la rédaction de ce bulletin, il serait impossible de voir ce qui sépare Ben Bella des willayas III et IV. Aucun des groupes n'a un programme politique qui permette une analyse quelconque. Tous sont pour le parti unique, tous ont approuvé les accords d'Evian et tous ne cessent de parler de socialisme, de la révolution, de la réforme agraire et des négociations. Tous ont été d'accord pour permettre à l'Exécutif algérien de négocier avec l'O.A.S.

Pourquoi donc cette division ? Parce que chacun veut simplement la prise du pouvoir.

En publiant ces expressions de l'opinion messaliste, nous n'entendons pas nous immiscer dans l'autodétermination du peuple algérien, quelles que soient les sympathies de certains d'entre nous soit pour le F.L.N. soit pour le P.P.A. Mais nous souhaiterions que tous les Algériens aient la pleine liberté de fixer leur destin... qu'ils soient membres ou non du F.L.N. ou du P.P.A.

Comme la situation nous paraîtrait éclaircie, comme notre parti serait plus aisé à prendre, si *tous* les syndicats algériens se regroupaient, sans aucune détermination politique, religieuse ou raciale — si cette unité organique du prolétariat algérien s'affirmait par l'indépendance à l'égard de tous les partis politiques.

Quarante-neuf naïfs

Je suis très frappé par cette manière de satisfaction avec laquelle aussi bien le F.L.N. que les officieux français (les officiels ne se manifestent pas pour de telles vétilles) on a accueilli début juillet l'exécution sommaire de quarante-neuf musulmans par la police de l'A.L.N. (selon certains journalistes, le nombre en serait plus élevé). Motif : ils ont pillé, les armes à la main, ils ont égorgé, peut-être violé.

Mais quoi ! ne sont-ce pas là de ces musulmans qui depuis sept ans sont pourchassés, réduits au silence ou à l'hypocrisie ? Mieux encore, de ces poseurs de bombes anonymes, de ces pistoleros qui descendaient leur Européen en remettant leur sort à la seule vitesse de leurs jambes — et à Allah ? Donc peut-être des héros, de toute façon des opprimés ? Eh bien non. Ce sont « des faux résistants, des incontrôlés, et des bandits ». Voilà. D'où pas de quartier. Le service d'ordre auxiliaire n'avait pas su les mitrailler ? On l'envoie dans le bled apprendre la discipline. Nous sommes entre gens civilisés !

Pourtant, à quelques-uns, la France leur avait fait apprendre assez inconsidérément son Histoire, et que les révolutions en sont ses pages de gloire. Mais ces naïfs n'avaient donc pas su se rendre compte que le pauvre bougre, s'il montait sur les barricades, jamais ensuite ne montait au pouvoir, car le combat s'arrêtait trop tôt, dès les fauteuils pourvus de nouveaux maîtres ? Si, mais l'indépendance de l'Algérie, ç'allait être autre chose ! C'était la Liberté ! Le Front de *Libération* nationale, l'Armée de *Libération* nationale, allaient libérer la nation et eux-mêmes seraient libres ; enfin ils allaient posséder ce que leurs oppresseurs possédaient et dont ils étaient démunis ; mieux, au moins une fois dans leur vie ils pourraient forcer le flanc d'une de ces belles Européennes qui le montraient d'ailleurs si généreusement sur les plages.

Minute ! Il ne sera pas dit que nos oppresseurs nous prendront pour des barbares. Ils quittent les fauteuils du gouvernement, nous avons leur science, nous nous y asseyons. C'est ça la Révolution. Quant à l'armée, pourquoi, frères, la croyiez-vous différente de toutes les armées du monde ? Elle a ses gradés, ses garde-à-vous, ses défilés au pas. Vous verrez, nos manières en tout valent celles de nos prédécesseurs. Pour le reste, au travail ! Le monde a les yeux fixés sur nous. Nos ancêtres furent la fleur de la civilisation, nous saurons les égaler ; et nous saurons aussi étonner par ce que nous avons appris des oppresseurs. Nous serons plus socialistes qu'eux. A la pointe du progrès. D'abord un plan économique. D'où des rendements. De l'obéissance. De la soumission. De l'ordre. De l'ordre, voilà, frères, le grand mot. La Révolution se fait dans l'ordre. Alors plus question de piller, de violer, de tuer. L'ordre. Tous les respects. Et pour obtenir le flanc des femmes, le mariage — une seule femme d'ailleurs, ça c'est une réforme. Salut aux frères obscurs ! Vivent nos héros ! Mais honte aux incontrôlés, aux hommes libres, *qui y croyaient*. Silence sur ces quarante-neuf. Les autres — s'il en reste (mais croyez-moi, il n'en reste plus) — on va les rééduquer. Rouvrir les camps, quoi !

Au fond, substitution là aussi. Mais il ne s'agit plus de fauteuils.

Roger BESUS.

La jeunesse de Pelloutier

par Pierre MONATTE

Nous savions depuis longtemps que Monatte pensait à écrire un ouvrage sur Fernand Pelloutier. Nous espérions qu'il en avait déjà écrit l'essentiel. Il avait donné dans la R.P. *d'août et septembre* 1947, *une forte étude sur « Fernand Pelloutier et Aristide Briand » qui nous apparut comme un chapitre de l'ouvrage.*

Le manuscrit retrouvé dans ses papiers, consacré à une période antérieure de la vie de Pelloutier, est malheureusement le seul document que l'on ait exhumé, dans l'état présent du dépouillement des archives de Monatte. Nous espérons encore d'autres découvertes aussi heureuses.

Nous éprouvrions une profonde déception s'i était prouvé que rien d'autre n'a été écrit sur Pelloutier par Monatte.

D'autant plus déçus que le chapitre publié aujourd'hui est du Monatte le plus élevé et le plus dense — du Monatte historien cherchant les causes profondes des crises purement politiques (on notera particulièrement les vues fécondes sur le développement de Nantes et de Saint-Nazaire) — et surtout du Monatte éducateur, démontrant par l'exemple de Pelloutier et son exemple propre, qu'un esprit libre se forme dans la liberté et qu'une « tête bien faite vaut mieux qu'une tête bien pleine ».

Qui est ce jeune homme qui prend en janvier 1892 la direction de la *Démocratie de l'Ouest* à Saint-Nazaire et qui va en faire un grand hebdomadaire socialiste, d'où partira l'une des campagnes en faveur de la grève générale qui porteront le plus loin, tant dans les milieux socialistes que dans les milieux syndicaux ?

Comment s'est-il formé ? Il n'est pas très facile de s'en faire une idée. Ses deux biographes ne nous aident guère. Son biographe direct, son frère Maurice, est assez avare de renseignements sur la période de sa formation intellectuelle. Quant à son biographe indirect, Georges Suarez, dans son ouvrage sur Aristide Briand et particulièrement dans le premier volume, il est amené à parler constamment de Pelloutier, car les deux jeunes hommes furent longtemps « inséparables ». Mais ce témoignage indirect de deuxième main et constituant comme une réplique est forcément sujet à caution. Il est dommage que Maurice Pelloutier, avant sa mort en 1940, n'ait pas rétabli la vérité sur de nombreux faits ; il aurait défendu la mémoire de son frère Fernand, contre cette biographie.

Où et comment a-t-il appris ce qu'est le socialisme ? Et qu'entend-il par socialisme ?

N'oublions pas qu'on sort à peine en 1892 d'une période orageuse, celle du boulangisme, qu'avait précédé le scandale de Panama. La IIIe République est durement secouée. Le président Grévy, compromis par son gendre Wilson est obligé de se retirer. Mais les républicains opportunistes, en la personne de Jules Ferry, ne peuvent recueillir sa succession. Le Panama, en discréditant le monde parlementaire, aura préparé le lit du boulangisme. Un lit qui ne tardera pas à s'effondrer lui aussi.

Cette période, Pelloutier l'a vécue passionnément, dans son milieu local et familial. Songez donc que grâce au canal de Panama le jeune port de Saint-Nazaire a rêvé un moment de devenir le Liverpool français. Un ami de sa famille, l'ancien député radical de Nantes, Albert Laisant, a suivi les yeux fermés le général Boulanger. Cependant Pelloutier a gardé les yeux bien ouverts et n'a pas emboîté le pas à Laisant et aux boulangistes.

Pelloutier a déjà participé aux luttes politiques locales de 1885, de 1889 et de 1890. recueillant une fructueuse expérience et dégageant quelques leçons. Celles-ci se préciseront au cours des périodes d'isolement et de retraite auxquelles l'obligera son état de santé. C'est durant ces périodes, se plongeant dans la lecture de Proudhon et dans l'histoire de la Première Internationale, que sa pensée personnelle et sa conception du socialisme commencent à se dégager.

La vie de Pelloutier sera courte, puisqu'il mourra à trente-trois ans. Combien remplie cependant ! On peut la partager en trois phases : une première de douze ans, vécue à Paris, une seconde de treize ans, passée à Saint-Nazaire, la troisième, de huit ans, qui s'écoule de nouveau à Paris. C'est la dernière qui importe, évidemment. Par elle, son nom entrera dans l'histoire du mouvement ouvrier et dans la légende révolutionnaire. On peut même dire qu'elle constituera pour Pelloutier comme une façon de calvaire. Mais pour comprendre l'homme fait, il faut regarder comment l'homme s'est fait peu à peu dans ses premières années d'enfance, dans sa jeunesse, au milieu des siens, dans cette ville de Saint-Nazaire.

Nous réserverons à la treizième année passée à Saint-Nazaire une place toute particulière. Elle mérite un chapitre spécial. Il nous faudra la regarder à part comme l'expérience décisive qui marque l'homme et comme un tremplin provincial qui le lance sur Paris où il deviendra le propagandiste de la grève générale et l'animateur de la Fédération des Bourses du Travail.

Occupons-nous d'abord de ces vingt premières années passées à Paris d'abord, à Saint-Nazaire ensuite. Suivons Pelloutier de sa naissance en 1867 à cette fin de 1891 où il s'apprête à prendre en main cette *Démocratie de l'Ouest ;* il y a collaboré déjà à plusieurs périodes, mais il y a été aussi violemment combattu.

Douze premières années à Paris

Né à Paris le 1er octobre 1867, dans le XVIIe arrondissement, il en partira pour Saint-Nazaire avec sa famille en 1879. Il était dons tout enfant à la Commune. Cependant il en restera imprégné à la fois par ce qu'il aura vu et surtout probablement par tout ce dont il aura entendu parler durant toute son enfance. Comme chaque enfant parisien de l'époque, il verra longtemps sous glo-

be, sur la cheminée, un petit cube noir de pain, du siège. Issu d'une famille autrefois protestante, dans sa pensée un rapprochement se fera entre l'exode des protestants après la révocation de l'Edit de Nantes et l'exode des ouvriers parisiens après chaque insurrection écrasée. Dès le début du premier chapitre de l'*Histoire des Bourses du Travail* il montrera les meilleurs ouvriers parisiens chassés par la répression de la Commune, allant porter à Londres, à Bruxelles et même à New-York leurs facultés d'initiative et leurs capacités techniques. La famille Pelloutier fut du nombre des familles françaises qui participèrent à l'exode des protestants. Elle fut particulièrement ballottée du XV[e] au XVIII[e] siècle, passant du Piémont à Lyon, en Allemagne, pour revenir en France vers 1760.

On est nourri de ces souvenirs dans la famille Pelloutier. Dans la biographie de son frère, Maurice Pelloutier parle longuement de leur ascendance. Le premier membre connu de la famille faisait du commerce dans le Piémont à la fin du XV[e] siècle. On en trouve un autre au milieu du XVII[e] siècle, passant du Piémont à Lyon, « tenant d'une main les livres secrés, de l'autre son fils Jean ». Ce même Jean dut aller chercher l'hospitalité en Allemagne. Son fils Simon deviendra pasteur de l'Eglise française de Berlin et publiera en 1733 une *Histoire des lettres* qui demeure réputée. Sous le Régent et sous Louis XV, les protestants recommençant à respirer en France, les Pelloutier rentrèrent. L'un d'eux, Jean-Ulrich, en 1760, remplissait à Nantes les fonctions de consul de Prusse pour la province de Bretagne. Son fils, Ulrich-Auguste, qui lui succéda comme commerçant et comme consul de Prusse, réussira après Waterloo, alors que la France sera occupée par les troupes alliées et que la ville de Nantes hébergera une garnison prussienne, à faciliter les rapports avec les autorités d'occupation et à faire diminuer les charges de la ville. Ainsi, de souche protestante, la famille Pelloutier est internationaliste de fait. Combien de familles sont dans ce dernier cas ? du Nord au Midi, après tant de guerres, d'invasions, de migrations, depuis les Romains jusqu'aux Germains, que de sang mêlé. Le plus mêlé étant, certes, celui des familles régnantes qui n'en osent pas moins se réclamer d'un sang pur français.

Nantes, ville des négriers

Selon Maurice Pelloutier, une ombre pèserait sur la mémoire de son ancêtre Ulrich-Auguste. Il signa plusieurs adresses à l'Assemblée Nationale pour protester contre l'émancipation des Noirs. « Il partageait là, il est vrai, déclare-t-il, le préjugé commun à la plupart des nobles, et surtout aux habitants des ports, mais il eût dû songer qu'un préjugé non moins cruel avait obligé ses aïeux à chercher d'âge en âge une nouvelle patrie. » (1)

Maurice Pelloutier connait mal la vieille histoire de Nantes. Sinon, il saurait que les vieilles fortunes nantaises ont été édifiées sur le commerce du « bois d'ébène », c'est-à-dire sur la vente d'êtres humains de race noire. Il existe pourtant une belle antithèse de Michelet : Saint-Malo la ville des corsaires, et Nantes la ville des négriers. Ce qui ne veut pas dire que Saint-Malo n'ait pas eu ses négriers et Nantes ses corsaires. Mais dans l'un les négriers dominaient, dans l'autre les corsaires.

L'abolition de l'esclavage ne fut pas l'un des moindres soucis de l'Assemblée Nationale. Les colonies menaçaient de se séparer de la métropole ; les ports se soulevaient contre l'Assemblée alléguant que quatre millions de personnes qui travaillaient en France pour les colonies se trouveraient sans occupation et sans pain. Le port de Nantes, armateurs et commerçants, était au premier rang des protestataires. Sans doute parce qu'il était le premier intéressé, celui de tous les ports qui se livrait le plus au marché noir. Pas le marché noir de nos jours qui a édifié tant de nouvelles fortunes scandaleuses, mais le vrai marché noir, celui de la chair humaine noire, qui a permis à de très chrétiens armateurs et commerçants d'édifier de colossales fortunes. Ces messieurs du commerce nantais le reconnaissaient en 1752 dans un mémoire qui débutait ainsi : « La ville de Nantes faisant seule autant d'armements pour Guinée que toutes les autres villes de France ensemble et étant celle dont le commerce est le plus étendu... » (2). Tout le commerce nantais était intéressé à la traite des nègres. Les navires partaient pour la Guinée chargés de cargaisons et de pacotilles qui permettaient l'achat d'êtres humains. Une fois rendus aux Iles, les nègres y étaient vendus non pas contre espèces, mais de préférence contre produits, tels que le sucre, l'indigo, le café, le coton. Nantes était ainsi non seulement un port mais un double entrepôt, pour le départ et pour le retour, et un centre industriel de transformation. Pendant une période, Nantes aura un quasi-monopole de la raffinerie du sucre des Antilles. Aussi Maurice Pelloutier se trompe-t-il sur la nature de l'ombre qui pèserait sur la mémoire de son aïeul commerçant. La signature de l'adresse contre l'émancipation des Noirs découlait de la participation au commerce de l'ébène, des bénéfices retirés de cette traite des Noirs qui firent la splendeur de Nantes au XVIII[e] siècle et qui restent à la base de certaines grosses fortunes d'aujourd'hui ayant fait souche de grands seigneurs bretons et d'ardents légitimistes.

Des cinq fils du vieil Ulrich-Auguste Pelloutier, deux s'engagèrent dans les luttes politiques, mais pas dans le même camp ; exactement dans des camps opposés à l'extrême. L'un sera un cartiste dévoué, à qui Charles X donnera le titre de baron de Boisrichard, pour le remercier de son attachement. L'autre, Léonce-Charles-Ulrich, sera un républicain ardent. Il exercera, nous dit Maurice Pelloutier, une influence considérable sur son petit-fils Fernand. Nous devons le croire étant donné la force de l'esprit de famille chez les Pelloutier.

Le grand-père Léonce Pelloutier

Léonce Pelloutier était venu à Paris faire ses études de droit et fut reçu avocat. Mais, atteint d'un bégaiement prononcé, il n'en fit pas son métier. Pendant son séjour à Paris, il se lia avec quelques-uns des chefs du parti républicain. A son mariage, Raspail et Michel de Bourges sont ses témoins. En 1833, il contribue à la fondation à Nantes d'une section de la société des Droits de l'Homme.

En 1835, il projette de fonder à Nantes un journal quotidien, l'*Alliance Libérale*. A qui pensa-t-il comme rédacteur en chef ? A Blanqui. Maurice Pelloutier reproduit religieusement la réponse faite par Blanqui à l'offre du grand-père. *L'Alliance Libérale* ne devait pas voir le jour. Mais d'autres

---

(1) Maurice Pelloutier : Fernand Pelloutier, p. 9.

(2) Cité par Gaston Martin : Nantes au XVIII[e] siècle : L'ère des négriers.

fondations de journaux furent tentées. En 1842, c'est le *Patriote Vendéen*, à la Roche-sur-Yon, en plein pays chouan, qui résistera jusqu'au 27 mars 1845. Pour un article dans le *Patriote Vendéen*, Léonce Pelloutier comparaîtra devant les assises. Un article portant ce titre : « Guerre aux châteaux, paix aux chaumières ». Il sera acquitté.

Silencieux sous l'Empire, il lance à Niort, le 19 décembre 1870, *Le Progrès des Deux-Sèvres et de la Vendée*, un quotidien qui cessera de paraître le 26 mars 1871. Ce sera la dernière incursion dans le domaine journalistique. Mais il n'abandonnera pas pour cela la politique. Il contribuera à l'élection d'Albert comme député radical de la première circonscription de Nantes. A sa mort, Laisant saluera « la constance et la fermeté inébranlable de ses opinions démocratiques, à une époque où la France a pu constater tant de désertions et de palinodies honteuses. » Il dira que « le parti républicain perd en lui l'un de ses membres les plus énergiques et les plus dévoués ».

Léonce Pelloutier meurt à 71 ans. Depuis quelques mois il était atteint de paralysie générale. Sa vie n'avait pas été heureuse. Il avait dû renoncer très vite au journalisme politique, qui était sa grande ambition, pour s'occuper d'affaires commerciales et industrielles. D'abord d'une minoterie, puis d'une usine de noir animal et d'engrais chimiques, plus tard d'une fabrique de biscuits pour la marine. Sur la fin de sa vie, à la suite d'opérations malheureuses, il perdit la presque totalité de sa fortune. D'ou la fin et une triste fin. Il n'avait réussi d'aucune manière, ni dans le journalisme politique ni dans les affaires. La république de ses rêves ne s'était pas réalisée ; elle avait même trahi ses espoirs. Ce sont les espérances du grand-père que recueillera en héritage le petit-fils Fernand.

Des six fils du grand-père, l'un est employé des postes à Paris. C'est le père de Fernand. Maurice Pelloutier, si prolixe sur ses aïeux, n'est pas bavard sur ses proches parents, notamment sur sa mère et sur son père. Pourtant, sous des dehors modestes, le père ne manquait pas de qualités. Lui aussi aimait écrire. Il avait quelque talent de peintre. Il était ingénieux et adorait bricoler. Quant à la politique, quoique ami de Laisant, il semble bien qu'il se tenait sur la réserve. Ses enfants ont tenu grande place dans sa vie et peut-être a-t-il veillé sur eux très longtemps. Une photo de lui à quatre-vingts ans le montre encore droit et sec, moustache et cheveux blancs, casquette blanche aussi, avec des yeux très vifs. Je le soupçonne d'avoir espéré voir réaliser en ses enfants ses propres rêves et desseins. Un témoignage le dit timoré ; il n'aurait jamais accepté d'être receveur des postes alors qu'il y avait droit, craignant les responsabilités. Les mécomptes du grand-père auraient-ils pesé sur son caractère ?

Maurice Pelloutier ayant insisté beaucoup sur les ascendants protestants de la famille, on est un peu surpris de voir les deux garçonnets élèves à Paris des Frères des écoles chrétiennes, puis à Saint-Nazaire mis comme pensionnaires au séminaire de Guérande. Peut-être la maman, femme de tête et Nantaise, c'est-à-dire Bretonne, était-elle catholique et avait-elle tenu à envoyer ses enfants à l'école religieuse. Peut-être en ce temps un fonctionnaire était-il plus ou moins obligé, dans les P.T.T. comme ailleurs, plus qu'ailleurs peut-être, d'envoyer ses enfants à la « bonne » école. On oublie trop souvent qu'on était alors en république, mais une république où le prêtre était vice-roi. C'est le 30 janvier 1879 que le maréchal Mac-Mahon quittera la scène politique. Jules Ferry ne déposera son projet sur l'enseignement qu'un an plus tard, le 19 mai 1880.

Petit séminaire de Guérande

1879, c'est l'année où M. Pelloutier père demandera et obtiendra son changement pour Saint-Nazaire. Vraisemblablement pour être mieux en mesure de liquider la maigre succession, la lourde succession peut-être de son propre père. Les deux fils iront comme internes poursuivre leurs études au petit séminaire de Guérande.

D'après Maurice, c'est là que son frère contractera les germes de la tuberculose, qui le fera souffrir dix années puis l'emportera. Le régime du séminaire est dur pour un élève de complexion délicate. La nourriture laisse à désirer; la discipline est dure. Fernand ne s'habitue pas à cette vie d'interne. Par deux fois il tente de s'évader. On l'accuse de petits méfaits, d'avoir fumé à la chapelle, ce qu'il avoue, d'avoir brûlé la robe d'un de ses professeurs avec une cigarette, ce dont il se défend. Très doué, il ne s'astreint pas à un travail régulier. Il peut passer avec la même aisance de la première à la dernière place et de la dernière à la première. Une année, 1881, il obtient par un effort un peu soutenu les premiers prix de sa classe. Mais c'est un résultat exceptionnel ; il ne se plie pas à la règle rigide du séminaire. Il étouffe dans l'atmosphère de l'internat. Dans l'appauvrissement de l'intelligence française on a incriminé, non sans raison, le bachotage, le « faire semblant » d'apprendre et de savoir. Une plus grande part de responsabilité en revient peut-être à l'internat, cette caserne des écoliers, généralisée comme l'autre par le Premier Empire. Fernand se révolte contre sa caserne. Deux fois il a tenté de s'évader. Un jour, on saisit dans son pupitre le manuscrit d'un roman anticlérical écrit en collaboration avec un de ses camarades de classe. Cette fois, le supérieur renonce à garder un élève aussi indiscipliné et déjà animé d'idées subversives. Les deux élèves Pelloutier quitteront donc le petit séminaire de Guérande ; ils y auront passé trois années.

Maurice Pelloutier nous dit (3) que son frère parvenu à l'âge d'homme, consignant ses premiers souvenirs dans des notes destinées à servir l'histoire de sa vie, parlera presque avec sympathie de son séjour au séminaire et dira, notamment, « son admiration pour la pédagogie ecclésiastique à laquelle il attribuait, pour une large part, son précoce développement intellectuel ». Il est bien dommage que Maurice Pelloutier n'ait pas retranscrit dans son petit livre les notes de son frère. Elles ne peuvent manquer d'êtres importantes pour la connaissance et la compréhension de son état d'esprit au temps du séminaire, dans cette période où l'on a de douze à quinze ans. Plutôt que l'interprétation de Maurice, vingt ans après, alors que lui-même, son frère mort, s'est rapproché de la religion, on voudrait le document écrit de la main de son frère. Cette absence est inexplicable. Certes l'expérience éducative de l'Eglise est longue et fructueuse, mais un défaut grave la marque, la règle de tout apprendre par cœur. La culture de la mémoire est une chose, le développement intellectuel en est une autre, très différente. Maurice nous met en garde contre son propre jugement quand il raconte avec une certaine admiration que son frère « préférait vivre sa fantaisie et piocher, par exemple, le dictionnaire Bénard dont il apprend par cœur une foule de notes ». Quiconque a vu sur photo la frimousse du jeune Fernand, en habit de communiant, avec ses grands yeux plantés bien droits, son nez frémissant, sa bouche parlante, est con-

(3) Op. cité, p. 19.

vaincu de sa vive intelligence. On ne souhaitera qu'une chose des maîtres qui l'auront sur leurs bancs, quels qu'ils soient, c'est qu'ils n'éteignent pas la lumière timide et malicieuse de ce visage.

Collège de Saint-Nazaire

Au mois d'octobre 1882, les deux frères entrent au collège de Saint-Nazaire. On ne nous dit pas, il y a lieu de supposer que c'en est fini de la caserne de l'internat. Les deux garçons vont retrouver l'atmosphère de la maison familiale.

Cependant Fernand se montre semblable à l'élève qu'il était au séminaire. Mêmes défauts et mêmes qualités. Il se permet d'introduire dans ses dissertations des réflexions personnelles qui le font classer bon dernier. « Sans enthousiasme pour les sciences, il montre pour les lettres, nous dit son frère, un goût extrêmement vif et de brillantes aptitudes ». Pourtant, à distance, si nous suivons cette classification courante et illogique entre Sciences et Lettres, nous serions portés à dire que Fernand était un scientifique plutôt qu'un littéraire. Cela en dépit du roman anticlérical écrit au séminaire et de celui qu'il publiera dans la *Démocratie de l'Ouest* et que son frère, on ne sait pourquoi, indique comme paru au journal aveyronnais qui n'a fait que le reproduire. D'ailleurs cette classification n'est-elle pas un non-sens ? Les Lettres ne peuvent se séparer des Sciences ; elles ne sont que l'expression de celles-ci. On ne peut les opposer. Il faut avoir quelque chose à dire avant d'être poussé à le dire. Le vrai bien dire est-il au fond autre chose que le vrai bien voir, le bien sentir, le bien rendre, le bien savoir ?

Malgré son intelligence et sa mémoire surprenante, Fernand échouera au baccalauréat, à cause d'un thème anglais insuffisant. N'en sait-il pas au-delà de ce qui lui en faut pour passer le bachot ? Voilà qui oblige à se demander si l'enseignement de l'anglais et des langues vivantes en général n'était pas mal compris dans les écoles d'alors et peut-être dans celles d'aujourd'hui. Comment un garçon intelligent, après trois ans de séminaire et trois de collège arrive-t-il devant cette épreuve du bachot avec un tel dégoût des études qu'il ne peut franchir cette barrière, disposée pourtant pour intelligences plus que moyennes ? Quel divorce entre cet esprit de qualité et les programmes des cours et de l'examen ? Qu'est-ce qui tourne à faux ? Quelle mésentente entre cet élève et ses professeurs qui ne sont pas sans mérite ?

Le principal du collège, M. Genty, chargé de la classe de philosophie ne manquait pas d'une intelligence assez profonde, lui qui disait à un autre élève, Aristide Briand : « Oublie tout de suite ce que je t'ai appris ; que dirais-tu d'un estomac où tu retrouverais le lendemain les aliments de la veille ? Eh bien ! il en est de même pour le cerveau. » Recommandation convenant peu, sans doute, à des candidats au bachot, mais excellente pour former des esprits bien nourris.

On peut supposer que Fernand s'est conduit en mauvais élève tant au séminaire qu'au collège parce que tout le temps, si son corps était sur les bancs de la classe, sa pensée était ailleurs. Il rêvera d'être un écrivain, d'écrire dans les journaux, de faire des romans. Le rêve du grand-père sera repris par le petit-fils. Au collège, ave quelques autres élèves, en 1883, il rédigera *l'Echo du Collège*, tiré à la gélatine.

A la "Démocratie de l'Ouest"

L'année suivante, à moins de dix-sept ans, il collaborera à la *Démocratie de l'Ouest,* que vient de fonder un ouvrier typographe, Eugène Couronné, et qui paraît trois fois la semaine. Dans ce journal d'opinion radicale, il donnera des articles politiques, signés Emile Derval, et des chroniques littéraires signées Fernand Berthiez. Son frère parle d'articles signés Brutus. Rien que ça. Je n'ai pas trouvé d'articles avec cette signature. Le premier article signé Derval est daté du 21 mars 1885 ; le titre : « Le siège de Paris et les pigeons voyageurs ». Un second, le 2 avril, a trait à « la misère à Saint-Nazaire : une visite au passage Pommeraye ». Le feuilleton de la *Démocratie de l'Ouest* nous a accroché, non par son titre : « Aventures de terre et de mer », mais par le nom de son auteur : Saint-Ange Pelloutier, c'est-à-dire le père. Le premier article de Briand est daté du 17 août 1884.

Pendant deux mois, à moins de dix-huit ans, Fernand sera même rédacteur en chef, du 9 juin 1885 au 2 août. Il est piquant de trouver dans le numéro du 12 juin cette note : « MM. Eugène Quémeneur et Aristide Briand ne font plus partie de la rédaction de la *Démocratie de l'Ouest.* » Il semble que Pelloutier ait remplacé son ami Briand. Pas pour longtemps. Briand reprendra place le 11 septembre 1885.

Cette période d'apprentissage nous a laissé quelques témoignages sur la pensée de Pelloutier. Le 12 juin, avec la naïveté de ses dix-huit ans, il se permet d'écrire : « Payez, Messieurs les propriétaires de journaux, mais laissez-nous la libre rédaction de la feuille que vous nous avez confiée. »

Le 19 juin il écrit avec fougue : « Je déclare à tous que je suis socialiste dans la plus large acception du mot. L'abolition du capital, voilà mon unique but. »

Plus piquantes lues aujourd'hui, mais instructives comme indication de l'état de l'opinion publique alors, dans un port et dans la pensée d'un tout jeune homme qui se proclame socialiste, les remarques à propos de la mort d'Olivier Pain, le compagnon d'évasion de Rochefort : « On sait l'histoire de cet héroïque qui, socialiste par principe, journaliste par force, celle de la faim, s'est fait homme de guerre, a pris les armes contre l'Angleterre, qu'à son instar tout Français doit exécrer et maudire !... Notre devoir à tous — et nous n'y faillirons pas — est de le venger ! A nous, républicains, parce qu'il combattait pour l'émancipation sociale ; à tous les partis, conservateurs, bonapartistes, opportunistes, parce que c'est un Français assassiné par un Anglais ! »

Le numéro du 1er juillet 1885 publie la lettre de deux chauffeurs de navire, Provost et Olivier, délégués et mandatés de l'*Union des Travailleurs* de la marine marchande de Marseille, protestant contre les punitions « de solde en bas », infligées par les chefs-mécaniciens et capitaines de la Compagnie Transatlantique. Une réunion de marins aura lieu. Un syndcat sera formé, qui comptera dès le début cinquante membres. La Transat ripostera en jetant sur le pavé l'équipage de la *France,* même un chauffeur blessé à son service. Olivier répondra dans une lettre publée le 14 août que la Compagnie Générale Transatlantique coûte douze millions par an aux contribuables.

La Transat est une puissance à Saint-Nazaire, la grande puissance. Il est de moindres puissances que la *Démocratie de l'Ouest* n'épargne pas davantage. L'entrepreneur Nouteau — dont nous

reverrons le nom — est attaqué le 24 juillet : « les messieurs âpres au gain, mais rétifs au paiement ».

Ces appréciations du 24 juillet donneront quelque lueur sur la politique à Saint-Nazaire : « On parle bien de la réorganisation du fameux comité républicain de propagande »... mais j'aime à croire que nos amis ne prêteront pas leur concours et leur nom à une coterie composée, en majeure partie, des pires ennemis de la République, les fléaux de M. Waldeck-Rousseau. Je sais qu'il était question, à un moment, parmi les partisans du socialisme à Saint-Nazaire, de fonder un groupe radical intransigeant, destiné à soutenir vaillamment la lutte contre l'opportunisme ; mais l'entreprise, pour quelques-uns, était trop périlleuse ; pour d'autres, trop compromettante. Aujourd'hui, elle est complètement abandonnée. »

Retour de Briand

Notre jeune rédacteur en chef sera vite obligé de réfréner son ardeur. Aristide Briand reprendra en main la *Démocratie de l'Ouest* le 11 septembre. Pelloutier continuera sa collaboration, mais donnera de préférence des chroniques d'ordre littéraire, sous la signature de Ferdinand Berthiez. Il publiera dans un petit journal de la région, *Le Glaneur Savenaisien*, des « Rêveries d'un promeneur solitaire de Saint-Nazaire au Croisic ». Il créera une société pour l'organisation de concours littéraires, avec l'aide d'un professeur du collège, M. Eugène Delacroix, qui se fera connaitre sous le pseudonyme de Maxime Audoin. Il fondera diverses petites revues, l'*Epingle*, le *Ruy Blas*, *la Plage*. C'est la période de bouillonnement commune à beaucoup de jeunes gens. On écrit pour le plaisir d'écrire, sans trop savoir ce qui vous pousse. Pour beaucoup il n'en sortira ou restera rien, sinon peut-être un certain goût pour la littérature. Pour quelques-uns, ces essais — sur lesquels il ne faut pas se presser de les juger — seront des tâtonnements utiles.

En janvier 1886, Fernand, alors dans ses dix-neuf ans, veut faire du journalisme. Il écrit à M. Laisant, député de Nantes, ami de la famille comme on sait, pour lui demander un emploi dans son journal, la *République radicale*. Dans son livre, Maurice reproduit les deux réponses de Laisant. Elles sont d'un brave homme qui ne prend pas très au sérieux la vocation du jeune homme et qui le dissuade de s'engager dans la carrière d'écrivain. Dans la première de ces lettres, datées du 19 janvier 1886, Laisant lui dit : « Vous pouvez compter en tout état de cause sur ma bonne volonté à votre égard. Mais le journalisme est terriblement encombré. La lutte pour la vie y est terrible, surtout à Paris ; je connais des hommes de beaucoup de talent qui n'y trouvent pas même de quoi vivre. Par contre, j'avoue que les crétins y ont fait fortune.

« ... Si, à votre âge, vous persistez à vouloir immédiatement entrer dans le journalisme, attendez-vous à toutes les déceptions, aux humiliations, aux déboires, à la misère. Je ferai tout pour vous aplanir le chemin, mais je n'y réussirai jamais complètement. »

Laisant lui demande quelques-uns de ses essais littéraires, déclarant qu'il donnera franchement son avis. Il donne celui-ci dans une seconde lettre : « J'ai parcouru un peu rapidement ce que vous m'avez envoyé et j'ai recueilli de cette lecture une impression qui m'autorise à vous donner un conseil.

« Pour l'instant, cherchez à produire *bien* plutôt qu'à produire *beaucoup*. Réagissez contre les *emballements* d'écoles. Soyez vous-même et tâchez d'être original sans rechercher l'originalité. Travaillez à acquérir tant que vous n'êtes pas forcé de produire à outrance pour ne pas crever de faim. N'admirez pas Richepin sans l'avoir lu et lisez cent fois Rabelais et Paul-Louis Courier, quand même vous n'auriez pas pour eux de l'admiration.

« A mon sens vous avez de la facilité, du goût et vous pourrez arriver à quelque chose. Mais il vous reste les défauts de vos qualités, à côté des défauts de votre âge.

« Tout ceci soit dit sous le bénéfice de cette observation que je suis journaliste d'occasion, un peu mathématicien, pas du tout littérateur, et qu'en conséquence vous avez absolument le droit de me regarder comme le dernier des profanes. »

Laisant ne pouvait pas démêler les qualités exceptionnelles du jeune homme. Elles n'avaient pas encore percé. En tout cas ses conseils ne pouvaient faire que du bien. Les deux années qui vont suivre, soit 1886 et 1887, seron deux années de préparation et de formation. Les années 1888 et 1889 plus encore. Les quatre années sont marquées par de grands événements politiques, l'affaire Wilson, le scandale de Panama, le boulangisme, dont les répercussions sont grandes par tout le pays, mais plus encore sur le jeune homme dans ce milieu de Saint-Nazaire.

Déjà, aux élections législatives de 1885, Pelloutier avait secondé Aristide Briand, secrétaire du Congrès électoral républicain qui avait tenu ses assises à Nantes et fait campagne particulièrement pour le candidat opportuniste Fidèle Simon. Il avait pu constater alors comment jouait la démocratie en pays breton. La *Démocratie de l'Ouest* du 2 octobre relate cette intervention des nobles dans les élections : Cinq noblaillons, possesseurs en grande partie du territoire d'une commune de l'arrondissement de Saint-Nazaire... ont réuni leurs fermiers, au nombre de cent environ, et leur ont tenu à peu près ce langage : « Nous voulons que la liste conservatrice passe et nous vous engageons à lui donner toutes vos voix. En outre, vous avez des parents, des amis, il faut que vous les travailliez dans ce sens. Si vous ne suivez pas nos recommandations, si vous votez contre nous, vous pouvez chercher un bail ailleurs, nous vous chasserons de vos fermes. »

La liste réactionnaire tout entière est élue. Le plus favorisé des candidats républicains, Fidèle Simon, recueille 47.131 voix, tandis que le plus favorisé des réactionnaires, Ginoux de Fermon, en compte 74.740. La *Démocratie de l'Ouest* d'en conclure, sous la signature de Briand : « Du haut de leurs chaires, les prêtres ont jeté l'anathème à la République, conspué ses candidats. De leur côté, les nobles ont remis en vigueur les vieilles traditions et menacé leurs fermiers de la ruine, s'ils ne votaient pas pour les candidats du trône ». Sous la signature d'« un rural », la *Démocratie* ajoutait : « L'échec des républicains dans la Loire-Inférieure n'est dû qu'à une seule cause : l'influence du prêtre sur la femme qui, à son tour, influence le mari. »

Notre apprenti en littérature et en politique réagissait profondément à ces découvertes. Ce qu'il écrivait dans une chronique littéraire de la *Démocratie de l'Ouest* de ce même 2 octobre 1885, il l'appliquait sans doute aussi bien à la politique qu'à la littérature : « Croyez-moi quand je vous dis que la littérature est morte si une évolution vers l'austérité spartiate ne se produit pas demain. »

Panama

En janvier 1886, Saint-Nazaire est tout entier préoccupé par le canal de Panama. Le 26 janvier Ferdinand de Lesseps adresse au président de la Chambre de commerce de Saint-Nazaire une lettre où il est dit : « Le port de Saint-Nazaire est un de ceux qui doivent profiter le plus du percement du canal de Panama et le développement commercial qui en sera la conséquence. » Lesseps doit arriver le 23 mars. Une grande réception lui sera faite à la mairie. Lesseps rappellera qu'il y a six ans il était déjà passé à Saint-Nazaire pour aller jeter les bases du canal de Panama. Beaucoup de travail a été fait. Les délégués des chambres de commerce qui reviennent d'enquêter sur l'état des travaux feront un rapport absolument favorable à l'œuvre. Il pense que l'inauguration du canal aura lieu en 1889. Au grand banquet qui suit la réception à la mairie, M. Gasnier, le maire, dit à Lesseps que « Saint-Nazaire doit devenir le Marseille de cet autre Suez que vous creusez au-delà de l'Atlantique. » M. Méresse, le délégué de la Chambre de commerce, jettera par contre un froid dans l'assistance en décernant ses « éloges hyperboliques » à un ingénieur allemand. La *Démocratie de l'Ouest* le rappellera au souvenir de 1870.

Saint-Nazaire est gonflé d'ambition. Il espère remplacer Nantes en raison de son port ensablé, d'accès difficile pour les nouveaux bâtiments. De 1851 à 1866, Saint-Nazaire est passé de 3.000 à 30.000 habitants. C'est une création du Second Empire. Fini le temps où il n'était que l'avant-port de Nantes. La vieille ville regarde avec méfiance la jeune qui grandit et lui échappe. Saint-Nazaire, au point le plus proche du nouveau monde, est choisi comme port d'attache des lignes postales transatlantiques de l'Amérique Centrale. La Compagnie Générale Transatlantique des Péreire, puis des Fould, en établissant la ligne postale des Antilles et de l'Amérique Centrale, crée un courant de voyageurs et de denrées coloniales. La Compagnie des Chemins de fer d'Orléans en fit le port d'importation du charbon de Cardiff, pendant cinquante ans. Lorsque le charbon anglais fut contingenté, cet élément d'activité disparut. Mais la Transat avait fondé à Penhoët un chantier de construction navale. Saint-Nazaire a pu être privé des importations de charbon, la Transat a pu délaisser l'estuaire de la Loire et transférer au Havre et à Bordeaux ses têtes de ligne, il est resté le grand centre de construction navale. Mais l'époque de 1880 à 1892 est l'époque des grandes espérances, des grands travaux, de l'afflux de main-d'œuvre et de population. C'est la ville d'avenir. Les yeux sont tournés vers le canal de Panama. On peut imaginer quelle fut la secousse lorsque Lesseps aux derniers jours de 1888 fut obligé d'ordonner l'arrêt des travaux. Huit années d'efforts s'écroulaient dans une faillite commerciale et des scandales politiques qui ne devaient cesser de rebondir jusqu'en 1893. C'est dans cette atmosphère que se forme Pelloutier. Une part de sa méfiance dans la politique et les parlementaires viendra de là.

Il n'est pas forcé alors de savoir que les parlementaires sur lesquels on s'est acharné, détournant sur eux les rancœurs de cet échec national, n'ont fait que « pignocher », suivant l'expression de Joseph Caillaux (4), dans les fonds secrets de l'entreprise. On a été incapable « d'exiger que rendissent gorge les grands forbans qui avaient arraché les millions à la pauvre Compagnie de Panama ». Quels étaient les grands forbans ? Les banques et les entreprises de travaux publics. « Le Panama, dit encore Caillaux, permettait de liquider sans frais un personnel de gouvernement, le personnel gambettiste. »

La fin de l'année 1887 n'avait pas moins brutalement secoué les milieux politiques avec la démission de Jules Grévy, le président de la République, et l'élection de son successeur Sadi Carnot. Wilson, le gendre de Grévy, avait été convaincu de trafic de décorations. Le beau-père dut quitter l'Elysée où il s'accrochait. Par qui le remplacer ? L'homme qui avait le plus de chances, c'était Jules Ferry. Mais ce Vosgien avait réussi à dresser contre lui des ennemis acharnés, les partisans de la revanche avec Déroulède, les révolutionnaires, particulièrement les blanquistes, les radicaux avec Clémenceau, et les catholiques qui ne lui pardonnaient pas la loi sur l'école laïque. Il était Ferry-massacre, Ferry-famine, Ferry-Tonkin. Un historien a écrit qu'en 1887, durant le congrès de Versailles, le « général » blanquiste Eudes avait pénétré à l'Hôtel de Ville de Paris et n'avait renoncé à proclamer la Commune qu'à l'annonce du succès de Sadi Carnot. Le coup de main sur l'Hôtel de Ville n'eut pas lieu, mais il fut assez sérieusement préparé. Clémenceau avait demandé à Rochefort d'intervenir auprès des blanquistes : « On s'entendit pour fournir des revolvers à ceux qui en manquaient, racontera Rochefort, et Eudes me promit qu'à la première mauvaise nouvelle de Versailles, il s'emparerait de l'Hôtel de Ville avec ses troupes. » La veille, dans un meeting salle Favié, Louise Michel et Eudes avaient appelé au combat : « Le peuple doit se préparer à la lutte, avait dit Eudes ; il ne faut pas laisser s'ouvrir les portes de l'Elysée devant cet homme néfaste. Jamais les soldats de 87, fils du peuple, ne tireront sur le peuple. » L'assistance s'était donné rendez-vous pour le lendemain devant le pont de la Concorde. De son côté, la Ligue des Patriotes avait décidé de descendre dans la rue. Déroulède, croisant dans les couloirs de la Chambre quelques blanquistes, dont Eudes, leur serrait la main et leur promettait son concours : « C'est entendu, vous pouvez compter sur nous comme nous comptons sur vous ; mais seulement dans le cas où M. Ferry serait nommé président. » — « Soit, répondait Eudes, et si les circonstances changent, nous resterons adversaires. » Déroulède allait plus loin. Devant Laisant et Clémenceau il s'écriait que « si Jules Ferry était élu, il prendrait un fusil et le tuerait avant qu'il ait pu pénétrer dans l'Elysée. » Toutes ces menaces devenaient vaines ! Ferry ayant été obligé de se retirer avant le vote final et ayant engagé ses amis à reporter leurs voix sur Sadi Carnot (5). Mais il est possible d'imaginer ce qui dut se raconter aussi bien en province qu'à Paris. Un garçon de vingt ans à Saint-Nazaire remâche tout ça et bout d'impatience.

Le boulangisme fait d'ailleurs ses débuts. La présence dans ses rangs, on peut même dire dans le groupe de tête, de Laisant, premier député de Nantes et ami de la famille, ne peut que renforcer l'attention. Pourtant Pelloutier restera toujours sur la réserve. Même quand Briand, plus incliné à suivre la foule, se proclamera révisionniste dans sa profession de foi aux élections législatives. Ne jugeons pas trop vite, avec nos pensées d'aujourd'hui...

Pierre MONATTE.

---

(4) Mémoire, t. 1, p. 112.

(5) D'après les témoignages publiés par Adrien Dansette dans son livre : *l'Affaire Wilson*, p. 168.

LA CONFUSION «TERCERISTE» EN AMÉRIQUE LATINE

Le « tercérisme » existe comme milieu d'opinion dans la plupart des pays d'Amérique latine, et plus particulièrement en Argentine et en Uruguay. Sa définition varie au gré des groupements, partis ou gouvernements qui s'en réclament. Schématiquement, il correspond à la volonté de créer une force, et de mener une action qui soit indépendante de la politique d'hégémonie poursuivie par les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Le succès des formules « tercéristes » correspond sans aucun doute à une réaction d'autodéfense des populations qui ne veulent pas être entraînées dans une guerre mondiale — ou être liées à sa préparation — entre les deux blocs, et qui se refusent à jouer le rôle de pion dans un jeu qu'elles ne peuvent contrôler.

L'impression qui se dégage de l'examen des courants de troisième force — ou de troisième front — est celle d'un conglomérat d'intérêts et d'aspirations sans autre commun dénominateur que le vocabulaire de propagande. Cette confusion est dangereuse, car elle favorise les combinaisons politiques et les manœuvres économiques. C'est pourquoi il nous paraît utile de chercher à la dissiper, puisque, aussi bien, on ne peut concevoir d'action sociale ni de prise de position militante sans lucidité.

⁂

Voyons tout d'abord l'éventail des courants qui se réclament du tercérisme. En Argentine, ce sont les péronistes, les partis socialistes de gauche, les nationalistes. En Uruguay, on compte les groupes hyperpatriotes, diverses formations socialistes, de fortes fractions d'intellectuels de gauche, les militants de la Fédération anarchiste uruguayenne. A première vue, entre ces tendances traditionnellement opposées, l'amalgame ne semble pas possible. On s'aperçoit cependant, à la lecture de la presse et à l'écoute de nombreux discours, que l'équivoque est entretenue par les tenants de chaque tendance, lesquels usent d'un même langage pour gagner un public indifférencié.

Marcha, un hebdomadaire représentatif de la tendance tercériste en Uruguay, a publié, il y a quelques semaines, une interview du chef nationaliste extrémiste argentin Kelly, actuellement détenu dans un camp de Patagonie. Il s'agit de l'ancien dirigeant des troupes de choc du péronisme, intimement mêlé au terrorisme officiel et officieux de l'époque justicialiste, qui se présente aujourd'hui comme un nationaliste de gauche, anticapitaliste, favorable à la constitution d'une troisième force.

En Argentine, dans les milieux universitaires, les organisations estudiantines qui font profession de foi tercériste, appellent à la défense de l'autonomie universitaire en compagnie des « 62 », c'est-à-dire du groupe des syndicats péronistes, ceux-là mêmes qui, sous Peron, manifestaient contre les étudiants aux cris de « Espadrilles, oui, livres, non ! »

A Buenos-Aires encore, un slogan tercériste court la presse et les rues : « Défense des industries nationales ». Il est lancé et repris à la fois par les organisations ouvrières et les groupements patronaux.

Pour s'orienter dans ce chaos de passions et de mots, il semble indispensable de choisir un critère. Le fait que celui employé par les tercéristes ne permette d'échapper ni à la cohue ni aux contradictions montre qu'il n'est pas suffisant.

⁂

Se déclarer décidé à envisager les problèmes nationaux et internationaux sous un angle différent de celui de la lutte entre les deux Grands constitue une bonne précaution. Cette précaution ne garantit pourtant pas le sérieux des jugements ni la valeur des solutions proposées. Elle n'est pas suffisante non plus pour empêcher les propagandes ou les interventions impérialistes de se manifester en dépit des ostracismes formels.

Il est facile d'observer que la plupart des tercéristes n'envisagent pas les questions de leur propre pays, ou celles qui affectent les relations entre nations, en partant d'un examen objectif et dépassionné des situations. Au contraire, et malgré leurs déclarations de principes, c'est le plus souvent en fonction des positions — vraies ou supposées — des capitales de la guerre froide qu'ils s'affirment. L'exemple des projets de l'Alliance pour le progrès, lancée il y a plus d'un an par le gouvernement américain, en fournit une nouvelle preuve. Ce n'est pas après analyse du contenu des propositions nord-américaines que les tercéristes ont rejeté l'idée de l'Alliance, mais *a priori*. Pour eux, toute proposition émanant de Washington ne pouvait qu'être foncièrement mauvaise.

Si bien que les tercéristes se sont trouvés alignés, sans offrir de politique propre, sur les positions des castes les plus réactionnaires d'Amérique latine, propriétaires terriens et industriels mercantiles, eux aussi anti-yankees, eux aussi partisans de l'indépendance nationale. Et sur la même ligne — curieux troisième front — que les propagandistes de la diplomatie soviétique hurlant à l'intervention impérialiste.

Il va sans dire qu'une étude un peu plus poussée des possibilités que présentaient les offres nord-américaines eût déterminé, chez les tercéristes sérieux et d'esprit social, l'idée d'une action : celle de mettre à profit la nouvelle orientation de la Maison Blanche pour attaquer les privilégiés locaux et nationaux, conservateurs de la décadence. Il était sans nul doute nécessaire de rappeler que les motifs premiers de Washington étaient d'ordre stratégique. Il eût été bon de faire table rase de toutes les considérations sentimentales et philanthropiques colorant les discours des gouvernants nord-américains, mais tout aussi nécessaire, en bonne tactique sociale et ouvrière, de mettre les gouvernements locaux au pied du mur, d'exiger réformes de structures et programmes de réalisations aux dépens des classes dirigeantes et au profit des classes exploitées. Et d'en informer non seulement le pays même, mais aussi les autres nations intéressées, sans en exclure l'opinion nord-américaine, laquelle n'est ni monolithique ni entièrement contrôlée.

C'eût été là une position tercériste qui nous eût semblé sympathique et susceptible de donner des résultats. Elle n'a été adoptée par aucune des composantes de ce courant d'opinion. Ni par les nationalistes enragés — généralement soutenus par les chefs d'entreprises qui préfèrent l'exploitation de la main-d'œuvre « en famille » — ni par les intellectuels ivres de littérature révolutionnaire, ni, hélas ! par les militants ouvriers qui confondent l'anti-impérialisme verbal avec la lutte concrète contre les exploiteurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers.

Or, une force pouvait — et peut encore — se rassembler pour tirer, de l'inquiétude de Washington envers l'évolution de l'Amérique latine, des résultats positifs en faveur des populations délaissées et asservies. Outre un certain nombre de syndicats ouvriers et de mouvements paysans, il

existe des groupes d'intellectuels et de techniciens qui comprennent, par expérience personnelle ou comme résultat d'études, que les structures sociales figées de la plupart des nations latino-américaines constituent le principal obstacle au progrès et au développement. Mais cette force ne pourrait se constituer et se manifester que sur la base d'un effort portant sur le réel, et non sur une série de clichés. Ce rassemblement ne pouvait, et ne peut se faire qu'en s'appuyant sur des organisations et institutions authentiquement démocratiques — c'est-à-dire sur la base d'une participation volontaire et responsable — capables de se substituer aux systèmes féodaux, latifundistes ou de corruption parlementaire actuellement en place.

***

Quels sont les résultats de ce tercérisme qui ne débouche que sur l'auto-répétition ? C'est que les dollars de l'Alliance, payés par les contribuables nord-américains, se déversent sur les régimes corrompus de l'Amérique latine, entretiennent quelques régimes militaires, sont perdus dans l'immédiat et pour le futur, et finalement, conduiront les éléments les plus libéraux et les plus inquiets des Etats-Unis à laisser agir les seuls techniciens du Pentagone, faute de trouver les organisations et les courants d'opinion latino-américains capables de penser, d'agir et de se comporter comme forces démocratiques. C'est — variante possible — de voir des régimes de force, militaires surtout, se réinstaller dans la plupart des capitales d'Amérique latine pour imposer, sans aucune participation des mouvements de liberté, les indispensables transformations sociales.

Le critère qui nous permet de juger le tercérisme est donc celui du social. Nous ne pouvons admettre, sous prétexte d'anti-impérialisme, de nous confondre avec les forces réactionnaires, avec les castes stagnantes qui perpétuent l'exploitation dans ce qu'elle a de plus brutal et de plus périmé. Nous ne jugeons pas un propriétaire de milliers d'hectares suivant qu'il est chilien, brésilien ou nord-américain, mais en tant que propriétaire terrien. Pas plus que nous ne dénonçons la nationalité d'un industriel exploiteur, mais la position et le rôle social de cet industriel. A plus forte raison, il nous semble absurde de défendre les types d'entreprises nationales, arriérées, spéculatives, protégées par des barrières douanières, produisant cher et de mauvaise qualité, entretenues en définitive par les salariés consommateurs, sous le prétexte d'une lutte anti-impérialiste.

La seule voie, pour un tercérisme digne de ce nom, serait celle de l'effort, difficile, pour prendre conscience des données réelles des problèmes et imposer les solutions qui correspondent aux intérêts vrais des populations, en écartant celles des privilégiés nationaux comme celles des sociétés internationales. Mais, pour cela, il faut d'une part abandonner les facilités des slogans, et d'autre part se vouer aux tâches de la création et du renforcement des organisations et des structures qui permettent l'intervention, le contrôle et la participation des travailleurs des champs, des usines et des bureaux. C'est-à-dire passer de la démocratie d'opinion, souvent formelle, à une démocratie de fonction, dont les éléments existent : syndicats, coopératives, universités.

L'abandon du travail ingrat et sans cesse à reprendre, dans les organisations de base, au profit de la seule agitation, et l'utilisation de ces cellules premières de toute vraie démocratie comme caisses de résonance pour des propagandes confuses, nous paraissent infiniment dangereux. Ils signifient en définitive l'abandon de la construction d'une société sans privilèges, au bénéfice d'une démagogie se terminant nécessairement par un pouvoir fort, qu'il soit exercé au nom des exploités ou contre eux.

Cet effort de création et de mise en route des rouages sociétaires ne correspond pas à l'abandon de l'idée de la violence révolutionnaire. Mais elle enlève à la violence tout aspect apocalyptique, toute essence mythique, pour n'en faire qu'une des possibles méthodes que peut employer un mouvement exprimant librement les volontés des classes exploitées, au gré des besoins et des circonstances.

***

Faut-il évoquer l'expérience cubaine ? Sans doute, puisque la révolution et la contre-révolution de l'île nous fournissent l'exemple d'un mouvement d'inspiration populaire dont les animateurs n'ont eu, comme préoccupation, que la seule technique de la prise du pouvoir et non la mise en valeur des organisations de base des ouvriers et des paysans.

Paradoxalement, le tercérisme latino-américain continue de considérer le gouvernement cubain actuel comme un exemple de « troisième voie », alors qu'il se trouve ouvertement et publiquement dans l'un des camps internationaux, que ses décisions ont placé l'économie du pays sous le contrôle du bloc soviétique et que le type de parti unique, les méthodes d'enrégimentement, les systèmes de police et de censure sont copiés sur l'exemple stalinien.

On nous dira qu'il y a. dans cette prise de position du tercérisme, un certain esprit de manœuvre. Certains de ses animateurs estiment que les peuples du Sud peuvent tirer profit de l'antagonisme entre Etats-Unis et Union soviétique par la pratique du jeu de bascule. D'autres pensent que le castrisme est utilisable comme catalyseur des mouvements sociaux. Ce qui est moins douteux que ces spéculations sur l'avenir et ces machiavélismes de banlieue, c'est qu'aujourd'hui Cuba est au centre de la guerre entre Washington et Moscou et non plus au centre de la guerre sociale, qui est celle qui nous intéresse.

Il serait temps, pour les tercéristes latino-américains qui ne sont pas seulement des candidats au pouvoir et les porte-parole des classes de nouveaux privilégiés, de considérer Cuba comme l'exemple de la méthode à ne pas suivre et de rechercher dans les situations et les organisations propres de l'Amérique Latine les voies et les moyens d'une transformation sociale authentique, éloignée autant de la dictature pro-stalinienne que de la pseudo-démocratie des propriétaires terriens ou de l'industrialisation sous le sabre.

4 août 1962.

S. PARANE.

A propos de la conférence de l'opposition espagnole

Le camarade Rudiger nous pris de signaler que le texte du compte rendu de la conférence de l'opposition espagnole qui s'est tenue à Munich n'était pas destiné à la publication. Il estime aussi nécessaire de rectifier une erreur de traduction concernant la composition de la délégation venue d'Espagne. Au lieu d'écrire que celle-ci était extrêmement *ouvrière* c'est *diverse* qu'il fallait dire, car il n'y avait à Munich aucune représentation syndicale ouvrière venant d'Espagne.

QUELQUES ASPECTS SOCIAUX DES U. S. A. EN 1961

D'une étude publiée par le Département du Travail sous le titre « Panorama social en 1961 », nous tirons les renseignements suivants qui nous paraissent dignes de retenir l'attention des syndicalistes français.

∴

Maintien des emplois. — Comme au cours des années précédentes, les principales revendications formulées au cours des négociations collectives de 1961 ont porté sur le maintien des emplois et des revenus et la limitation des répercussions de la perte d'emplois dans les industries affectées par les transformations techniques ou les déplacements d'usines. Particulièrement dans l'automobile et la conserve de viande.

Parmi les autres améliorations intervenues dans l'industrie automobile, il faut signaler une augmentation des pensions de retraite de 2,80 dollars par mois pour chaque année de service homologuée, une augmentation de 25 % des indemnités de licenciement versées par la caisse d'allocations complémentaires de chômage (sauf chez *American Motors*) et l'institution d'une indemnité de déménagement de 55 à 580 dollars pour les salariés transférés à une autre usine distante de 80 kilomètres ou plus.

∴

Extension des secours de chômage. — Le 24 mars, une loi fédérale a étendu le versement des allocations de chômage aux personnes sans emploi ayant normalement épuisé leur droit à les percevoir entre le 1er juillet 1960 et le 1er avril 1962. La durée pendant laquelle les allocations de chômage sont servies a été augmentée de la moitié de celle normalement prévue par la législation de chaque Etat, étant entendu que la durée totale ne peut dépasser treize semaines dans le courant de l'année.

Durant 1961, quinze Etats ont augmenté le montant maximum de leur allocation de chômage hebdomadaire, et huit d'entre eux ont également élevé celui de l'allocation minimum. Onze Etats ont maintenant des allocations minimum représentant 50 % ou plus du salaire hebdomadaire moyen dans chacun d'eux.

∴

Pour l'égalité des salaires agricoles entre Américains et Mexicains. — Quelques améliorations ont été apportées à la situation des ouvriers agricoles et la loi fédérale réglementant l'emploi d'ouvriers agricoles mexicains a été amendée pour obliger les employeurs à offrir les mêmes conditions de travail aux ouvriers américains et mexicains. La Californie a amendé sa loi sur les incapacités de travail temporaires de façon à couvrir les ouvriers agricoles et a décrété un salaire minimum de 1 dollar de l'heure pour les femmes et les mineurs travaillant dans l'agriculture. L'illinois est devenu le vingt-cinquième Etat à adopter une réglementation obligatoire des camps de travailleurs agricoles.

∴

Défense du droit syndical. — Le Nord Dakota a mis en vigueur une loi sur les activités syndicales instituant au total quatorze secteurs dans lesquels elles peuvent s'exercer en bénéficiant de la garantie de la loi quant au droit de recruter des adhérents et de négocier des conventions collctives ainsi que de dénoncer les pratiques déloyales à l'égard des travailleurs. Le Nebraska a amendé sa loi dite du « droit au travail » pour interdire toute disposition rendant obligatoire l'appartenance à un syndicat. En Californie, les employés des services publics ont obtenu le droit de se syndiquer et leurs employeurs sont maintenant tenus de conférer avec leurs représentants syndicaux lorsqu'ils le demandent.

Des lois interdisant le recrutement de briseurs de grèves ont été mises en vigueur dans le Delaware, le Maryland, le New Jersey et l'Etat de Washington. En 1960, le Massachussets avait voté une loi obligeant ceux qui importent des briseurs de grèves à adresser un rapport au commissaire au Travail et à l'Industrie de l'Etat. Cette loi interdisait l'importation de certaines catégories de repris de justice. L'adoption de ces lois est dans une certaine mesure la conséquence de la campagne menée par les syndicats de l'imprimerie et de l'industrie du papier pour obtenir que tous les Etats adoptent de semblables mesures législatives.

∴

Une grève des gens de mer. — Une grève déclenchée par cinq syndicats de gens de mer le 16 juin a affecté toutes les côtes des Etats-Unis et a été stoppée le 26 juin par le président Kennedy qui, en vertu des dispositions de la loi Taft-Hartley, a nommé une commission d'enquête pour étudier le différend. La question brûlante des compagnies de navigation empêchant leurs équipages de se syndiquer, l'une des principales raisons du conflit, a finalement été résolue de diverses façons. L'accord avec le syndicat *National Maritime Union* a prévu qu'un comité désigné par le Secrétaire au Travail étudierait le problème. Un autre syndicat a soumis la question à un arbitrage. Le syndicat *Seafarers and Maritime Engineers* a obtenu le droit d'accès à bord des navires pour organiser l'affiliation au syndicat des équipages de cinquant-huit compagnies opérant, soit sous pavillon américain, soit sous pavillons étrangers, à partir de ports du sud de la côte atlantique et du Golfe du Mexique.

(C'est là une question extrêmement grave, quant à l'examen du droit syndical des gens de mer et là peut s'exercer la solidarité ouvrière internationale. Nous pouvons signaler que les membres de l'équipage d'un navire de commerce, naviguant sou pavillon marocain, ayant arrêté le travail dans un port américain — afin de garantir leurs droits acquis — avaient été licenciés, olbigés de rester au Maroc à leurs frais et froidement arrêtés pour atteintes à la sûreté de l'Etat. N.D.L.R.).

∴

La discrimination raciale. — Sous l'impulsion de Philip Randolph, l'un des vice-présidents de l'AFL-CIO et président du Conseil des Travailleurs Noirs Américains, les délégués au congrès de cette puissante centrale syndicale ont adopté une résolution demandant une action accélérée en vue de donner aux Noirs une complète égalité avec les Blancs au sein du mouvement syndical. Mais Randolph et ses supporters n'ont pas réussi à obtenir des sanctions précises, pouvant aller jusqu'à l'exclusion, contre les syndicats faisant traîner les choses en ce qui concerne la révision de leur politique en ce domaine.

∴

Contre une concurrence déloyale. — La Fédération nationale des travailleurs sur machines-outils (*International Association of Machinists*) a tenu en novembre une conférence sur le commerce international afin d'appuyer une politique commerciale libérale et de trouver les moyens de « faire face à une concurrence déloyale basée sur l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère ». Cette conférence, présentée comme la première en ce genre dans l'histoire du syndicalisme américain, a recommandé des mesures propres à empêcher que les marchés américains soient inondés de produits étrangers et que les travailleurs soient exploités à l'étranger. Elle a demandé des mesures de protection commerciale, l'amélioration des conditions de travail de par le monde grâce à l'Organisation Internationale du Travail et au GATT, et des mesures légales pour supprimer les avantages fiscaux dont bénéficient les entreprises produisant des marchandises à l'étranger et pour imposer au patronat une concurrence plus libre.

LETTRE DU CHILI

Cuisine électorale et syndicats

Le troisième congrès de la Centrale Unique des Travailleurs s'est tenu aux premiers jours d'août dernier. Il s'agit d'une confédération dont les effectifs sont d'une grande fluidité, mais qui joue un rôle de premier plan dans la vie politique du pays. Autrement dit, les syndicats qui cotisent effectivement à la Centrale sont peu nombreux, mais, suivant la conjoncture politique, les assises électorales peuvent arriver à réunir des ecntianes ou des milliers de « délégués » syndicaux.

Cette fois, le congrès a eu un grand retentissement. D'une part, il s'est tenu avec la perspective de la grande bataille électorale de 1964 dont les premiers engagements se livrent dès aujourd'hui. D'autre part, la décision des démocrates chrétiens de participer au Congrès a donné à celui-ci une résonance particulière.

Pour bien comprendre la situation, il faut tenir compte de ce que les syndicats chiliens sont dirigés par des fractions politiques, et que chaque parti (communiste, socialiste, radical, démo-chrétien) possède ses « commandos » syndicaux. Il y a quelques années, un remarquable effort fut tenté par une équipe de syndicalistes pour créer une centrale indépendante des partis (C.N.T.), mais elle échoua en raison de l'opposition manifestée par tous les partis et aussi du fait que la O.R.I.T.. voulut s'emparer de la jeune centrale.

La campagne électorale se préparant sous le signe du F.R.A.P. (« Front » réunissant communistes et socialistes, plus divers petits partis d'extrême-gauche ou nationalistes), le congrès de la C.U.T. fut tout spécialement soigné par les organisations politiques. Il fut précédé d'un epropagande systématique auprès des travailleurs agricoles, menée essentiellement par le P.C. et visant à créer des sections dans les régions rurales. Les oppositions intérieures et les réticences des syndicats de tradition classiste furent noyées sous les vagues d'agitation pro-castristes et les slogans unitaristes. Et enfin, le parti démocrate-chrétien donna au congrès un lustre inaccoutumé en décidant d'y participer pour s'y tailler un secteur et damer le pion aux « marxistes ».

Le parti radical, de son côté, qui contrôlait certaines fédérations, se trouva en poret à faux. Sa participation au gouvernement conservateur d'Alessandri le plaçait en mauvaise posture, et il y eut un certain nombre de radicaux pour jouer les dissidents et rallier le front communiste-socialiste.

En fait de congrès syndical nous avons assisté surtout à une empoignade entre partis et fractions, avec manœuvres de coulisses, bagarres dans la salle et coups de poings dans les commissions. Les chrétiens, qui se présentent seuls aux élections (et de ce fait feront sans doute triompher l'alliance socialiste-communiste sur le conglomérat conservateurs-libéraux-radicaux) voulaient que leur nombre et leur représentativité soient reconnus. Ils possèdent une fédération d'ouvriers agricoles importante et exigeaient qu'elle soit reconnue au même titre que l'organisation contrôlée par les communistes. Quelques rares délégués radicaux tentèrent eux aussi de se faire entendre.

L'atmosphère était créée en grande partie par le bloc des représentants communistes et socialistes qui couvrait toute discussion délicate par un chœur scandé où le mot « unité » revenait sans cesse. De fortes délégations de l'Est européen étaient présentes, contribuant à colorer les débats.

Du coup, la démission de Clotario Blest, qui, pendant de longues années, en tant que président de la C.U.T., servit de paravent à la direction communiste, ne fournit que l'occasion d'un incident parmi bien d'autres. Le vieux chrétien « unitaire » avait assez servi, et sa rancœur même ne pouvait apporter de leçon supplémentaire à la salle déchaînée.

Finalement, la manœuvre communiste utilisée depuis quarante ans, mais toujours triomphante quand les dupes sont volontaires, réussit. Le nouveau comité exécutif est composé de six communistes, cinq socialistes et 4 délégués de la coalition démo-chrétienne et radicale. Bien entendu, c'est un communiste, Luis Figueroa, qui est désigné comme secrétaire général.

Voilà donc un congrès synidcal qui fournira une excellente base pour les prochaines élections. Quant à la vie syndicale elle-même, il y a de fortes chances pour qu'elle se trouve réduite à rien.

L'opération, à peine terminée au Chili, va se répéter sur le plan continental. Début septembre, un congrès latino-américain, organisé par la C.U.T. — et gageons que le nouveau secrétaire général s'y emploiera à fond — se tiendra à Santiago. Comme but : créer une confédération « autonome » en remplacement de la décrépite et démonétisée confédération de Lombardo Toledano, avec la participation de la centrale cubaine, d'une centrale uruguayenne et de liverses fédérations réelles ou fantômes des autres pays. Il n'est pas exclu que les péronistes argentins soient invités. L' « unité » ne connaît pas de limites, quand il sa'git de monter une machine de guerre.

S. P.

Notes sur l'abondance capitaliste et l'égalité socialiste

Nous aurons l'occasion de revenir sur les théories « abondancistes ». Ce qui nous surprend le plus, c'est que leurs propagandistes accueillent avec complaisance les statistiques et les prévisions officielles soviétiques, sans attendre les révélations d'un prochain tournant démontrant la fausseté des statistiques et le désaccord formellement constaté entre les prévisions de la veille et les réalités du lendemain.

Dans la « Grande Relève » du 7 avril 1962, M. Montreux écrivait : « Quant à la baisse continue des prix, elle se poursuit en U.R.S.S., soit par la hausse des salaires (et la suppression de l'impôt direct va dans ce sens) soit par la baisse des prix de vente et plus souvent en conjuguant les deux moyens. »

La baisse des prix provoquée par la hausse des salaires ? Voilà au moins un notation originale. Dommage qu'on ne puisse vérifier cette loi en France ! Ce serait un moyen de satisfaire doublement le salarié consommateur. Quant à l'impôt direct, rappelons que les socialistes l'ont toujours préféré, parce qu'il varie avec le revenu, à l'impôt indirect frappant également les riches et les pauvres.

Mais M. Khrouchtchev manque de complaisance à l'égard de ses tenaces apologistes. L'augmentation des prix décrétée en juin dernier bouscule quelque peu les prophéties de M. Montreux.

Le chef soviétique et son Comité central ont justifié ces mesures par des commentaires piquants :

Les denrées abondent dans les magasins des U.S.A. Et on en manque en U.R.S.S. « Car là-bas, seuls ceux qui ont de l'argent peuvent acheter les produits alimentaires ; or il y a 4 à 5 millions de chômeurs et beaucoup de travailleurs à mi-temps. »

Conseillons au directeur de la « Pravda » d'envoyer un photographe à New York pour prendre un cliché des chômeurs en guenilles « passant comme des parias devant les boutiques regorgeant de marchandises invendables » (sic!) Seulement il lui faudrait sur place recruter des figurants et louer des guenilles...

Si j'ai bien compris M. Duboin et ses disciples, l'abondance existe. Il suffit d'organiser la distribution. Aux Etats-Unis, on se soucie, on s'inquiète même de la multiplicité des moyens de distribution, de la prolifération des magasins « au rabais », des systèmes de boutiques ambulantes et même de « vente de porte à porte » aux ménagères privées de l'auto que leur mari utilise pour se rendre au travail.

Cependant les explications soviétiques officielles de la récente hausse des prix sont assez édifiantes. Il s'agit tout bêtement d'augmenter les revenus des producteurs. L'Etat aurait pu maintenir les prix antérieurs en accordant des crédits compensateurs à l'agriculture, « en majorant par exemple le prix de la vodka, du tabac et de certains autres articles. Même dans ce cas on ne saurait en majorant les prix d'achat (payés aux producteurs), laisser les prix de détail à leur niveau actuel. Etant donné l'insuffisance de la viande, cela créerait un terrain favorable à la spéculation et rendrait encore plus difficile l'approvisionnement régulier des villes en produits d'élevage ».

Il résulte de ce commentaire officiel :

1° que dans la patrie du Socialisme, la vente de la vodka compte parmi les ressources budgétaires (comme la vente de l'opium en Chine populaire) ;

2° que le gouvernement socialiste reconnaît l'existence de la spéculation et admet la possibilité d'un marché noir.

Nous avons connu en France, pendant l'occupation, alors que la population souffrait de terribles restrictions, des gens qui vivaient dans la « surabondance ». C'est qu'ils disposaient de revenus exorbitants.

Au reste, dans le récit du séjour en U.R.S.S. d'un étudiant noir (publié dans le « Figaro Littéraire » d'août 1962), il est précisé : 1° qu'un membre du Parti sans titres jouit dans la presse d'un salaire plusieurs fois supérieur à celui d'un élève des Universités ; 2° que des étudiants **pauvres** vivent grâce aux leçons qu'ils donnent à des enfants **riches.**

Il y a donc en U.R.S.S. non seulement une échelle de salaires plus élevée que dans les pays capitalistes — mais encore des différences de revenus telles que des privilégiés jouissent de surplus prélevés sur le nécessaire du peuple et exploitent au profit de leurs enfants la misère des intellectuels pauvres.

***

En s'appuyant sur les études du Comité économique du congrès américain, sur les statistiques établies par l'Office spécial des Communautés européennes. sur des documents soumis à des examens contradictoires, Lucien Laurent (« Est-Ouest » du 1-15 juillet 1962) indique que « le produit national » se décompose ainsi :

Effort militaire : U.R.S.S. : 25 % ; U.S.A. : 10 % ; Europe des Six : 5 %.

Investissements : U.R.S.S. 35 % ; U.S.A. 17 % ; Europe des Six : 21 %.

Amortissements, dépenses publiques : U.R.S.S. 18 % ; U.S.A. 9 % ; Europe des Six 13 %.

Consommation privée : U.R.S.S. 22 % ; U.S.A. 64 % ; Europe des Six : 61 %.

Mais tenant compte de données d'une approximation valable sur le rapport des produits nationaux : (celui de l'U.R.S.S. atteignant 40 % de celui des Etats-Unis, et légèrement inférieur à celui de l'Europe des Six), il aboutit à des relations qui semblent assez exactes, quant à l'ordre et le rapport des grandeurs comparées :

Equivalence de l'effort militaire en U.R.S.S. et aux U.S.A., cependant que celui des Six n'en atteint que le quart.

Pour les investissements : U.R.S.S. = 100. ; U.S.A. = 121 ; les Six = 71.

Pour les amortissements : U.R.S.S. 100 ; U.S.A. 139 ; les Six 93.

Pour la consommation : U.R.S.S. 100 ; U.S.A. 711 ; les Six 344.

N'insistons pas sur l'effort militaire. La nécessité de se défendre contre une agression impérialiste reste l'argument décisif de M. Khrouchtchev. Dans l'abstrait on peut tout au plus partager également les responsabilités entre les deux blocs. La réalité concrète n'obéit pas à cette logique doctrinale. Après 1945, l'U.R.S.S. fut le seul Etat vainqueur à ne pas désarmer. Depuis que les Etats-Unis ont perdu le monopole atomique, les répliques occidentales ont suivi avec plus ou moins de retard les initiatives soviétiques, en matière d'armement. Si cette défense s'était affaiblie, la Yougoslavie et la Corée du Sud n'existeraient plus, Berlin serait entièrement soviétisée, l'Europe et l'Asie subiraient la conquête ou la vassalisation soviétique.

Quelle que soit d'ailleurs la valeur accordée à cet alibi, il reste que l'U.R.S.S., quarante-quatre ans après la Révolution, dix-sept ans après l'écroulement hitlérien, est beaucoup plus éloignée que les U.S.A. et l'Europe occidentale de l'économie distributive.

R. H.

NOS DEUILS

Armand Lagain

D'année en année, les rangs de la vieille Fédération de l'Enseignement s'éclaircissent. Le 5 juillet dernier, à Pleumeur-Bodou, nos amis des Côtes-du-Nord se réunissaient pour conduire Armand Lagain au cimetière.

Je l'avais rencontré au congrès de Besançon en 1929, je l'avais retrouvé au congrès de Marseille l'année suivante. C'est lui qui présida cette interminable séance où Monmousseau vint justifier le rôle dirigeant du Parti communiste. Passé dans les Côtes-du-Nord peu de temps aprs, j'avais été content de faire équipe avec lui au Syndicat unitaire d'abord, au Syndicat national ensuite. Tout le monde appréciait son robuste bon sens ; d'instinct dans une discussion qui paraissait compliquée, il séparait l'essentiel de l'accessoire ; son esprit jovial, résolument optimiste lui permettait de persuader en peu de mots. Il appréciait surtout les congrès de l'U.D. Dans la C.G.T. d'avant 1939, on ne prenait jamais une décision sans consulter le Syndicat des instituteurs, on ne constituait jamais une commission sans réserver une place à son délégué.

C'était un sage, aux goûts simples, il menait une vie rustique. L'objet le plus précieux dans sa maison était le dessous de plat en granit poli, cadeau des tailleurs de pierre de l'Ile Grande pour sa participation à la grève de 1936. Il avait dirigé cette grève qui avait duré plusieurs semaines. Le

comité de grève avait distribué des secours, le ménage Lagain avait pris à sa charge les dettes de ce comité, mais cela, seuls quelques intimes l'avaient su.

Pour avoir en diverses circonstances exprimé tout haut sa pensée, Lagain avait sa fiche chez le commissaire spécial et dès le décret de mobilisation générale il était placé à Moncontour en résidence surveillée.

Au printemps de 1940, il était suspendu et poursuivi pour un article de bulletin syndical. Ces poursuites ne devaient pas aller jusqu'à leur terme. Le 19 juin, les Allemands entraient à Rennes. La veille, le juge d'instruction du tribunal militaire, rangeant ses papiers avant de se replier au pied des Pyrénées, lui faisait savoir qu'il abandonnait les poursuites.

Lagain était donc réintégré dans l'un des postes restés vacants, une école délabrée d'un petit hameau de Pleumeur-Bodou. Dans cette localité, il se faisait rapidement de nouveaux amis. Son activité dans la Résistance lui valait d'être désigné comme maire à la Libération. On lui demandait de garder ces fonctions dans un conseil municipal régulièrement élu, il devait être constamment réélu par la suite. Inscrit au Parti socialiste et plus tard au P.S.U., de nouvelles tâches l'attendaient. Son départ à la retraite en 1955 lui permettait de se consacrer plus attentivement à l'administration d'une grosse commune rurale, le travail ne manquait pas, l'équipement des communes de la campagne a été longtemps fort négligé. Il disparaît au moment où cette commune est appelée à un développement important.

Notre groupe perd un militant actif et dévoué, jouissant d'une grande autorité. La « R.P. » exprime ses condoléances à sa veuve, à ses enfants et petits-enfants, ainsi qu'à ses amis des Côtes-du-Nord.

G. MEYSSONNIER.

D'où vient l'argent?

MOIS DE JUIN 1962

RECETTES :		
Abonnements ordinaires	392 »	
Abonnements de soutien	209,78	
		601,78
Souscription		157 »
Vente au numéro		9 »
Vente des livres et brochures		63,90
Divers		63,10
Total des recettes		894,78
En caisse à fin mai		3.114,46
		4.009,24
DEPENSES :		
Impression et papier « R.P. » mai 62		1.215,80
Frais d'expédition		166,96
Autres frais généraux		80,90
Achat de livres et brochures		149 »
Total des dépenses		1.612,66
En caisses à fin juin :		
Espèces	67,11	
Chèques postaux	2.329,47	
		2.396,58
		4.009,24

MOIS DE JUILLET 1962

RECETTES :		
Abonnements ordinaires	296 »	
Abonnements de soutien	110 »	
		406 »
Souscription		71,50
Vente au numéro		88,50
Vente des livres et brochures		30 »
Divers		125 »
Total des recettes		721 »
En caisse à fin juin		2.396,58
		3.117,58
DEPENSES :		
Impression et papier « R.P. » juin 62		1.241,01
Frais d'expédition		144,75
Téléphone		51,25
Autres frais généraux		22 »
Achat de livres et brochures		37,20
Total des dépenses		1.496,21
En caisse à fin juillet :		
Espèces	34,61	
Chèques postaux	1.586,76	
		1.621,37
		3.117,58

MOIS D'AOUT 1962

RECETTES :		
Abonnements ordinaires	315 »	
Abonnements de soutien	200 »	
		515 »
Souscription		36 »
Vente au numéro		87,50
Vente des livres et brochures		15,45
Divers		2,54
Total des recettes		656,49
En caisse à fin juillet		1.621,37
		2.277,86
DEPENSES :		
Frais d'expédition		10 »
Autres frais généraux		224,45
Total des dépenses		234,45
En caisse à fin août :		
Espèces	131,71	
Chèques postaux	1.911,70	
		2.043,41
		2.277,86

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Viette Blettard (Belgique), 50; Louis Bonnier (Haute-Garonne), 50; René Courdavault (Charente-Maritime), 30; Max Eastman (Etats-Unis), 35,28; Maurice Fradin (Paris), 25; René Goffin (Belgique), 50; Raymond Guilloré (Seine), 25; Maximilien Leblanc (Aisne), 60; Madeleine Léger (Paris), 30; Marie-Louise Marquis (Paris), 65; Bernard Mérino (Paris), 29,50; Charles Patat (Paris), 30; J. Vonau (Paris), 40. — Total : 519,78 NF (dont 209,78 en juin, 110 en juillet et 200 en août).

LA SOUSCRIPTION

Raymond Baranton (Paris), 5; Ernest Bertier (Alpes-Maritimes), 3; Roger Bésus (Seine-Maritime), 10; André Caubel (Loiret), 5; Cauchois, 3; Renée Cellier (Loire), 5; Galibert Chestier (Cher), 3; Lucie Couture, 5; Jean Duperray (Loire), 26 (cinq versements); Faugerat, 10; René Gaudin, 10; Paul Giron (Lot), 3; Jacques, 2; Jegou, 3; Joseph Jumeau (Belgique), 20; Georges Lamizet (Paris), 10; Jean Laplaud (Charente-Maritime), 3; Georges Larkin (Seine-et-Oise), 5; Louis Latard (Nièvre), 9,50; André Lermillier (Oise), 5; Albert Lulé (Sarthe), 3; Jean-Marie Maleysson (Haute-Loire), 5; Lucien Marzet (Seine), 5; Jacques Métivier (Deux-Sèvres), 5; Parodi (Paris), 5; Robert Proix, 10; Félix Rivière (Rhône), 18; Alfred Rosmer, 10; Rosemylde Rouhaud, 10; Roger Salmet (Paris), 12; Françoise Serret (Ardèche), 3; A. Simplet (Rhône), 5; Hélène Thomas (Saône-et-Loire), 5; Robert Trapier, 10; Varlin, 5; Lopez Varon (Paris), 5; camarades de l'enseignement, 3. — Total : 264,50 NF (dont 157 en juin, 71,50 en juillet et 36 en août).

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 19 JUILLET. — Le Sénat repousse le projet de collectif budgétaire par 164 voix contre 61.
Suspension des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Pérou.

VENDREDI 20. — Démission du général Norstad, commandant suprême atlantique.
Dans l'Inde, à Madras, manifestation contre le coût de la vie suivie de 5000 arrestations pour tendances séparatistes.
L'Assemblée Nationale, par 376 voix contre 11 vote la loi d'orientation agricole.
Le Comité d'action laïque décide de manifester à la rentrée contre le manque de maîtres et de locaux.
Congrès de la C.I.S.L. à Berlin-Ouest.
Agitation sociale : grève de métayers et d'ouvriers agricoles en Italie.

SAMEDI 21. — Lancement de fusées égyptiennes.
Mort d'André Renard, militant syndicaliste belge wallon.

LUNDI 23. — Fusillade dans le centre d'Alger.
Echec du compromis entre Alger et Tlemcen.
Reprise des essais nucléaires soviétiques.

MARDI 24. — Mise en liberté des activistes français en Espagne.

MERCREDI 25. — Les militaires de Kabylie refusent de s'incliner devant Ben Bella.
En Bretagne, manifestation de pêcheurs et de paysans.

JEUDI 26. — Le tribunal militaire condamne les membres du commando Delta à des peines allant de la réclusion perpétuelle à la prison avec sursis.
Le centre des Jeunes agriculteurs fait front commun avec la C.F.T.C.

SAMEDI 28. — Refus par les Six des revendications britanniques sur le Marché commun.
L'Assemblée Nationale renvoie le projet sur l'objection de conscience.

LUNDI 30. — Manifestations paysannes à Toulouse, Tarbes, Vannes, Laval, Heuseboni contre les « cumuls ».
En Finlande, ouverture du Festival mondial de la Jeunesse manifestations anticommunistes à Helsinki.

MERCREDI 1er AOUT. — L'Union Générale des Travailleurs algériens condamne les querelles entre chefs politiques.
Accord hollando-indonésien sur la Nouvelle-Guinée.

JEUDI 2. — La France à Bruxelles s'oppose aux concessions des Six favorables à l'Angleterre.

VENDREDI 3. — M. Ben Bella s'installe à Alger.

SAMEDI 4. — Démission de M. Ben Khedda, président du G.P.R.A. sur la crise algérienne.

DIMANCHE 5. — L'U.R.S.S. procède à une nouvelle explosion nucléaire.

LUNDI 6. — Les négociations entre les Six et la Grande-Bretagne sur les exportations agricoles reprendront en octobre.
Au Festival mondial de la Jeunesse en Finlande, protestations contre les expériences nucléaires soviétiques.
Echec de la grève Fiat en Italie.

MARDI 7. — Selon le « Daily Telegraph », des émeutes se seraient produites en Russie méridionale, il y a six semaines.
Le livret de travail institué à Cuba.

MERCREDI 8. — Statut des fonctionnaires français servant en Algérie.
Lettre de Louis Lecoin au Premier Ministre sur la libération des objecteurs de conscience.

JEUDI 9. — Succès de la rebellion kurde en Irak.

VENDREDI 10. — Le Fonds européen de développement accorde un don de 10 milliards d'anciens francs à l'Algérie.
Mandat d'arrêt contre M. Georges Bidault.

SAMEDI 11. — Envoi d'un cosmonaute soviétique dans l'espace.
L'A.L.N. s'engage à poursuivre les responsables des incidents sanglants de Laghouat.
Le Conseil de l'Organisation des Etats américains refuse de juger les coups d'Etat militaires : 7 voix pour (Vénézuéla, République dominicaine, Honduras, Costa-Rica, Colombie, Bolivie, Equateur) ; 5 contre (Argentine, Haïti, Paraguay, Uruguay et Pérou) et 8 abstentions (U.S.A., Mexique, Nicaragua, Panama, Brésil, Chili, Salvador et Guatémala).

DIMANCHE 12. — Un deuxième cosmonaute soviétique envoyé dans l'espace.

LUNDI 13. — Violents incidents à Berlin-Ouest, pour l'anniversaire du « Mur ».
Assassinat d'un lycéen de 17 ans qui voulait traverser l'Elbe à la nage pour se réfugier à l'Ouest.
41 jeunes délégués d'Allemagne orientale au Festivale d'Helsinki choisissent la liberté.
Ben Bella précise sa doctrine « socialiste » dans une interview au journal communiste italien « l'Unita ».

MARDI 14. — Le tunnel du Mont-Blanc est achevé.
Les syndicats américains réclament la semaine de 35 h.

MERCREDI 15. — A Milan (Italie) arrestation de M. Jacques Soustelle.

VENDREDI 17. — Reprise des relations diplomatiques entre la France et la Tunisie.
Le P.P.A. (parti de Messali Hadj) proteste contre le « parti unique » en Algérie.
Un jeune ouvrier du bâtiment de Berlin-Est qui tentait de passer à l'Ouest, abattu par les Vopos, agonise pendant trois quarts d'heure sans qu'on puisse lui venir en aide.

SAMEDI 18. — Graves incidents à l'Institut Pasteur d'Alger (1 employé tué).
622 coopératives agricoles cubaines étatisées.

DIMANCHE 19. — Manifestations à Berlin-Ouest contre la passivité américaine.

LUNDI 20. — Rakosi et Geroe exclus du parti communiste hongrois.
L'Assemblée algérienne sera élue sur listes uniques de candidats.
4 bombes explosent à Barcelone, Madrid et Saint-Sébastien en Espagne.

MARDI 21. — A Léningrad, congrès de l'Union internationale des Etudiants. 40 pays réclament de l'O.N.U. la discussion de la politique raciale en Afrique du Sud.
A Alger la willaya IV s'opopse au Bureau politique.

VENDREDI 24. — Nomination d'un général allemand à Berlin-Est à la place du commandant soviétique. Les Vopos font une nouvelle victime.
Grèves dans les mines espagnoles d'Asturies.
En Bretagne, grève des pêcheurs sardiniers.

SAMEDI 25. — Le Bureau politique algérien déclare ne pouvoir exercer ses responsabilités.
Deux vedettes d'émigrés cubains mitraillent La Havane.

LUNDI 27. — L'U.R.S.S. rejette un projet anglo-américain d'interdiction sans contrôle des expériences nucléairess.
Répression contre les mineurs espagnols des Asturies.

MARDI 28. — A Marengo (Algérie) des militaires français sont attaqués par l'A.L.N.
Les U.S.A. accordent au Maroc un prêt de 8.500.000 dollars.
L'Egypte décide de quitter la Ligue arabe.

MERCREDI 29. — 4 willayas décidées à soutenir le bureau politique, mais les militaires de l'Algérois refusent de se soumettre.
Fusillades meurtrières à Alger.
Signature à Paris de protocoles d'accord franco-algérien.

JEUDI 30. — Des troupes benbellistes d'Oranie entrent en Algérois. Des cortèges populaires réclament à Alger la paix civile.

Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris 12e

Le gérant : Roger HAGNAUER.